



AFFAIRE DES JET-SKIS À LA FRONTIÈRE
ALGÉRO-MAROCAINE
**LES PRÉCISIONS
DU MDN**

Lire en page 16



IL A ÉTÉ MEMBRE DU CONSEIL
DE LA NATION AU TITRE DU TIERS
PRÉSIDENTIEL
**M. MOHAMED
LAAGAB NOMMÉ
MINISTRE DE LA
COMMUNICATION**

Lire en page 16

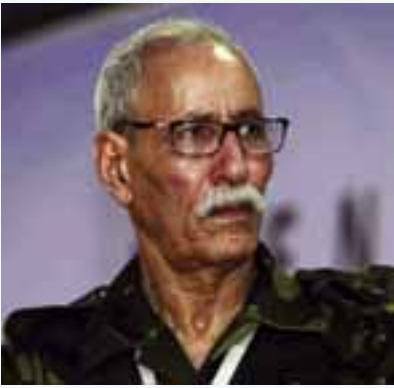
L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / LUNDI 4 SEPTEMBRE 2023 // N°633 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE PROCESSUS DE PAIX EST
AU POINT MORT AU SAHARA
OCCIDENTAL

**VOICI CE QUE
GHALI A DIT À
LA DÉLÉGATION
AMÉRICAINE**

Lire en page 5



LA BAISSÉ DE LA PRODUCTION
AMÉRICAINE DONNE DU
CARBURANT AUX MARCHÉS
PÉTROLIERS

**LE PRIX DU BRUT
VA ATTEINDRE
UN SOMMET DE
100 DOLLARS**

Lire en page 6



MALGRÉ LE CONTEXTE
DE GUERRE EN UKRAINE

**LES USA RESTENT
DÉPENDANTS DE
LA RUSSIE DANS
L'URANIUM**

Lire en page 2



LE PRÉSIDENT DU NIGERIA ET CHEF DE LA CÉDÉAO SE RANGE
DERRIÈRE LA POSITION ALGÉRIENNE

LA PÉRIODE DE TRANSITION AU NIGER S'IMPOSE COMME SOLUTION POLITIQUE

Lire en page 3



NUMÉRISATION, USAGE
DES TABLETTES, RECRUTEMENT
DE PLUS DE 12 000 ENSEIGNANTS...

**LES NOUVEAUTÉS
DE LA RENTRÉE**

Lire en pages 2, 4 et 5



ÉDUCATION NATIONALE

LE TAUX D'ACCEPTATION DU MOUVEMENT DE MUTATION DES ENSEIGNANTS A ATTEINT 93 %

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a révélé hier dimanche, que le taux de conformité en matière de mutation des enseignants - processus d'entrée et de sortie des wilayas- a atteint 93 %, ce qui constitue un précédent. Dans sa déclaration en marge du forum national sur l'examen d'évaluation des acquis, Belabed a confirmé le taux, affirmant que son secteur œuvre pour assurer le bien-être professionnel des enseignants, en soulignant le processus de numérisation de l'entrée et de la sortie des professeurs dans toute wilaya. Le ministre a ajouté que le taux de conformité de cette opération a atteint 93 %, considérant le chiffre comme le plus élevé en la matière jamais réalisé. Aussi, les résultats seront annoncés prochainement.

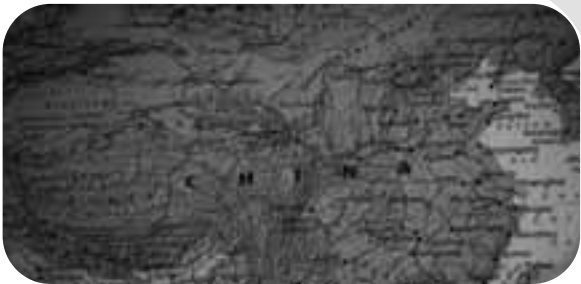


Belabed a également précisé que l'étape de confirmation et de correction des informations, outre la confirmation de la participation, aura lieu pendant la période allant du 5 au 7 de ce mois. Souligner aux enseignants qui souhaitent être transférés dans un autre État la nécessité de corriger les erreurs et de soumettre l'engagement à la direction de l'éducation nationale compétente. Dans le même contexte, Belabed a

affirmé que toute personne qui dépose l'engagement est considérée comme un participant officiel et irrévocable à ce processus. Il sera employé dans l'une des institutions de la wilaya dans laquelle il souhaite évoluer. Il est à noter que le processus d'entrée et de sortie de wilaya s'est déroulé via la plateforme numérique pendant la période du 6 août 2023 à jeudi 31 août 2023 à minuit.

LA CHINE REDÉFINIT SES FRONTIÈRES AVEC SES VOISINS, Y COMPRIS LA RUSSIE

La parution, le 28 août, de l'édition 2023 de la « carte nationale de la Chine », a provoqué des réactions indignées en Inde, en Malaisie, au Vietnam, aux Philippines et à Taiwan. La Chine chercherait-elle à profiter des déboires de la Russie, sous sanctions internationales et empêtrée dans sa guerre en Ukraine, pour lui grignoter quelques dizaines de kilomètres carrés, se demande la presse occidentale ? Lundi 28 août, le ministère des ressources naturelles a publié l'édition 2023 de la « carte nationale de la Chine », un document officiel qui fait désormais référence en matière de « souveraineté nationale ».



Or, à l'extrême nord-est du pays, la Chine semble avoir fait sien l'île de Bolchoï Oussouriisk. Située au confluent des fleuves Amour et Oussouri, cette île de 300 kilomètres carrés environ a longtemps été un sujet de contentieux entre les deux pays. En 1929, la Russie a occupé l'île et interdit à la Chine de naviguer sur cette partie du fleuve Amour, ce que Pékin a toujours contesté. En

2004 toutefois, les deux pays ont trouvé un compromis : l'ouest de l'île revenait à la Chine, qui pouvait également naviguer sur le fleuve Amour, mais, en contrepartie, Pékin acceptait que sa partie orientale revienne à la Russie. Toutefois, loin du tohu-bohu de la presse occidentale mainstream, cette redéfinition des limites de la Chine n'a soulevé aucun bruit chez le voisin russe.

INTEMPÉRIES
DES MORTS DÉPLORÉS À TLEMCEN ET EL BAYADH

Les fortes pluies orageuses, qui ont marqué plusieurs régions ouest et centre du pays, ont causé des victimes, notamment à Tlemcen et El Bayadh. Selon la Protection civile, deux corps sans vie ont été repêchés de l'oued Defla et un troisième a été retrouvé au niveau de l'oued traversant le village Ben Djerad dans la wilaya d'El Bayadh. Un quatrième corps a été repêché dans la même région par les sapeurs-pompiers, selon un nouveau bilan publié hier en début d'après-midi par la Protection civile. À Tlemcen, la Protection civile fait état du décès de quatre personnes qui étaient à bord de leur véhicule.

SYLVAIN ITTÉ, LE DIPLOMATE LE PLUS « ISOLÉ » DU MONDE

Déchu de son statut de diplomate, donc de son immunité, et donc également du visa valide pour le Niger, l'ambassadeur français à Niamey, Sylvain Itté, que Macron maintient malgré tous les périls qui l'entourent, est bel et bien le diplomate le plus insignifiant du monde. En effet, il ne peut ni quitter l'enceinte, de peur d'être arrêté et dirigé vers l'aéroport pour un aller simple vers Paris, ni rencontrer ses propres ressortissants ni même mettre un seul pied hors de l'ambassade pour respirer l'air frais. Entouré par une population surexcitée, par la police, dont une partie le protège de tout débordement et l'autre l'attend pour l'arrêter, coupé du monde, son seul et unique passe-temps est de communiquer avec Paris pour dire qu'il est toujours en vie. Ce jeu dangereux de Macron, opéré pour justifier la guerre, est dénoncé par la classe politique en France, qui y voit un jeu dangereux qui met la vie du diplomate en danger.

IL ÉTAIT ACTIVEMENT RECHERCHÉ EN ALGÉRIE
L'HOMME AUX DIX MANDATS D'ARRÊT ARRÊTÉ



La Brigade mobile de la police judiciaire (Bmpj) de Bouamama vient de mettre fin à la cavale de celui qui faisait l'objet de poursuites judiciaires et de dix mandats d'arrêt. Âgé de 32 ans, il était cité dans plusieurs affaires liées à la grande criminalité : drogue, vols, falsification. Et c'est par le plus grand des hasards qu'il est tombé entre les mains de la Gendarmerie nationale lors d'une fouille ordinaire dans un barrage fixe. Bien qu'il ait pris soin de trafiquer son permis de conduire, la

plaque d'immatriculation de la voiture et ses documents officiels, ses entourloupes ont été rendus inutiles par la saisie opérée sur son véhicule : une quantité de kif traité, deux grammes de drogue dure, un tube destiné à l'inhalation de cette dernière, un permis de conduire falsifié et 10 plaques minéralogiques totalement trafiquées. Déjà l'objet de chefs d'inculpation liés à la drogue, faux et à l'usage de faux, il surcharge encore plus son dossier par ces graves opérations criminelles.

MALGRÉ LE CONTEXTE DE GUERRE EN UKRAINE

LES USA RESTENT DÉPENDANTS DE LA RUSSIE DANS CE DOMAINE

Les relations entre les États-Unis et la Russie se sont considérablement tendues au cours de la dernière année, en grande partie à cause de la situation en Ukraine. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a été fermement condamnée par la communauté internationale, avec les États-Unis en première ligne des critiques. La récente offensive dans l'est de l'Ukraine a envenimé la situation. Les sanctions économiques drastiques imposées par Washington et ses alliés visaient à contraindre la Russie à réviser sa position, mais ont également contribué à creuser le fossé entre les deux superpuissances. Ces tensions, combinées à d'autres contentieux géopolitiques, ont créé un climat de méfiance et de

confrontation, rappelant par moments la Guerre froide. Mais malgré tout cela, les USA n'ont pas arrêté tous les échanges commerciaux avec la Russie. En effet, les centrales nucléaires aux États-Unis ont un besoin crucial d'uranium enrichi, dont près d'un quart provient actuellement de Russie. Cela pose non seulement des questions d'approvisionnement, mais également des enjeux géopolitiques, d'autant que les ventes d'uranium russe contribuent au financement de ses activités militaires en Ukraine. Avec seulement 18 mois de réserves d'uranium enrichi, chaque fluctuation ou décision politique de la Russie pourrait mettre en péril la production d'électricité américaine.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information
édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger
Tel/FAX Admnistration
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR
DE LA PUBLICATION:
ZAHIR MEHDAOUI
zahir.mehdaoui1969@gmail.com
Email:
redaction@express-dz.com
Site Web:
www.lexpressquotidien.dz
/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur
de l'administration
et des finances
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz
Impression SIA
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ
S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale
de communication d'Édition
et de Publicité» Agence
ANEP 01, Avenue Pasteur Alger
Tel : 021 73 71 28 / 021 73 76 78
/ 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT DU NIGERIA (ET DE LA CEDEAO) SE RANGE DERRIÈRE
LA POSITION ALGÉRIENNE

La période de transition au Niger s'impose comme solution politique

On sait que le Nigeria, avec ses centaines de milliers de soldats, est le fer de lance militaire de la Cedeao ; donc, ce ne sont pas les armées des ultras, comme le Bénin ou la Côte-d'Ivoire, qui vont partir en guerre pour faire plaisir à l'Elysée avec des unités opérationnelles dégarées et dont le poids sur le terrain des opérations serait négligeable.



Voilà qui met de l'eau dans l'agitation de certains ultras au sein de la Cedeao. Si l'Algérie a pu opérer un forcing louable pour repousser le spectre d'une sous-traitance de la guerre contre le Niger, il faut également remercier le président du Niger pour avoir eu une oreille attentive et avoir su lire le schéma d'une guerre qui sera préjudiciable, d'abord, aux Africains, et qui pourrait même signer l'arrêt de mort de la Cedeao.

Est-ce que l'Algérie a été décisive pour la décision (murmurée à voix basse) du président Bola Tinubu ? Oui, mais pas que. Il y a également la puissante tribu des Haoussa, à cheval entre le sud du Niger et

le nord du Nigeria, qui a été également active à Abuja pour dire à Tinubu qu'il risque de se mettre à dos les Haoussa du Nigeria. Puis il y a au sein même des Haoussa, qui est une vaste tribu musulmane puissante et pesante sur tout processus électoral et sur tout règlement social au Nigeria, un fort courant religieux de la Tidjaniya. Et on sait que la Tidjaniya est une confrérie soufie jamais disposée à marcher dans des menées belliqueuses, surtout lorsque ces menées sentent l'« étranger ». On sait également que le Nigeria, avec ses centaines de milliers de soldats, est le fer de lance militaire de la Cedeao ; donc, ce ne sont pas les armées des ultras, comme le

Bénin ou la Côte-D'Ivoire qui vont partir en guerre pour faire plaisir à l'Elysée avec des unités opérationnelles dégarées et dont le poids sur le terrain des opérations serait négligeable. Donc, le président fait référence à une transition de quelques mois, comme celle qui a eu lieu dans son propre pays à la fin des années 1990. Bola Tinubu « ne voit aucune raison qui empêcherait le Niger de faire la même chose, si les autorités militaires sont sincères », indique le communiqué publié par Abuja. Une petite phrase qui fait des vagues, puisque la Cédéao a dû démentir l'idée d'un « calendrier de transition », alors que le Nigeria est considéré

depuis le début comme l'un des moteurs d'une potentielle intervention militaire au Niger. Cette sortie du président Bola Tinubu ne marque pas un virage dans la position du pays, si l'on en croit les déclarations du ministre des Affaires étrangères du Nigeria – qui s'est exprimé sur la chaîne en langue haoussa de la BBC. Yusuff Tugar a répété que la Cédéao n'excluait pas l'usage de la force pour sortir de cette crise.

Lors de sa visite à Abuja, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a évoqué avec ses pairs l'idée d'une transition avant de revenir à une présidentielle transparente sous l'égide de l'Union africaine. Une idée qui a déjà fait son chemin. Cependant, il serait puéril de croire que le spectre de la guerre a été définitivement éloigné, car la France, comme on peut le constater par le biais du maintien dangereux de son ambassadeur à Niamey, jouera cette carte jusqu'à la fin. La présidence de la République française vacillerait si le Niger venait à quitter l'escarcelle de l'Elysée. Et il n'est qu'à observer les gesticulations françaises au sujet du Niger pour se convaincre que l'uranium nigérien, tout comme le manganèse gabonais, est essentiel au fonctionnement d'une France en crise.

Fayçal Oukaci

Le secrétaire d'Etat adjoint américain arrive à Alger

Le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Lounès Magrama, a reçu hier, à Alger, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour l'Afrique du Nord, M. Joshua Harris. Selon un communiqué du ministère, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la tournée du diplomate américain dans la région. « Au cours de cette rencontre, les deux diplomates ont évoqué les perspectives d'appui à l'initiative des Nations Unies pour une solution politique au dossier du Sahara Occidental garantissant le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. D'autres points liés à la situation au Sahel, notamment la crise au Niger, ont été évoqués », souligne la même source. Par ailleurs, plusieurs dossiers concernant les relations algéro-américaines ont été également soulevés lors de cette rencontre, et ce, en prévision de la prochaine session du dialogue stratégique entre les deux pays, prévue au mois d'octobre prochain à Washington. Il est utile de rappeler que Joshua Harris a effectué samedi une visite au Sahara occidental, selon un communiqué du département d'Etat américain. D'après la même source, cette



visite s'inscrit dans le cadre du soutien au processus politique des Nations unies pour le dossier sahraoui. M. Harris s'est entretenu avec de nombreux partenaires, dont le secrétaire général du Polisario, Brahim Ghali, et de hauts dirigeants du mouvement. « Le diplomate américain a appelé au cours de cette visite à plus de pragmatisme pour résoudre le dossier sahraoui, comme il a insisté pour le soutien total et l'accompagnement de l'envoyé spécial du SG de l'ONU, Staffan de Mistura, pour une solution politique et durable pour le peuple sahraoui », a assuré la même source.

R. N.

DÉCLIN ATTENDU D'AIR FRANCE SUR LE MARCHÉ AÉRIEN AFRICAIN

Air Algérie pourrait désormais étendre son hégémonie en Afrique

Le duel à distance entre Air Algérie et Air France semble atteindre son paroxysme après que la compagnie française a suspendu ses vols vers les capitales africaines les plus rentables, en termes de vente de billets, comme le Niger, le Mali et le Burkina Faso.

Subrepticement, le marché africain est devenu un marché peu rentable pour la France, avant même que la suspension des vols vers l'Afrique ne soit prononcée. Résultat des courses, les Français sont sévèrement punis financièrement.

Comme on le sait, ce sont les coups d'État militaires et l'hostilité croissante en Afrique contre la France qui ont poussé Air France à suspendre de nombreux vols.

En quittant Bamako précipitamment dans un premier temps, le revers pour la compagnie française n'a pas été si grave que cela. Toutefois, la suspension des dessertes vers de nombreuses autres destinations africaines a donné de la consistance aux compagnies aériennes africaines concurrentes, dont Air Algérie, pour se positionner dans les

meilleurs couloirs aériens.

Et comme si le Mali ne suffisait pas, la suspension des vols vers le Niger est arrivée, et a porté le coup de grâce au pavillon aérien français : seules deux compagnies, Air Algérie et Air Burkina-bé, assurent actuellement la desserte de l'aéroport de Niamey, la capitale du Niger.

En fait, il s'agit d'un duel à distance, bruyant et silencieux à la fois entre Air Algérie et Air France, et le drapeau national algérien pourra se hisser encore plus haut que Air France sur ce sol africain ; pour les experts algériens, c'est un cadeau tombé à point pour renflouer la tirelire d'Air Algérie et se distinguer à l'international. Pour la compagnie française, plus de 10 000 billets d'avion ont été perdus en août 2022, le rythme de vente de l'année en cours ayant accusé environ 5 000 billets de moins que l'année d'avant. Pour Air France, la suspension des vols entre Paris et Bamako, entre Paris et Niamey, et avant celles-ci, entre Paris et Ouagadougou, n'a pas été facile à gérer, et les contrecoups finan-

ciers ont été énormes.

Pour des raisons évidentes, après Abidjan et Dakar, la capitale financière Bamako était, à l'été 2022, la troisième destination d'Afrique subsaharienne en termes de capacité d'accueil, selon le fournisseur de données aériennes OAG. Si Niamey et Ouagadougou ont pris un peu de retard, avec 4 000 sièges offerts pour chacune des deux destinations en août 2022, l'arrêt brutal de leurs dessertes par la compagnie française, depuis le 27 juillet pour la première et le 7 août pour la seconde, signifie une perte accumulée de plusieurs milliers de billets.

Selon certaines sources médiatiques françaises, les pertes sont estimées à pas moins de 3 millions d'euros, soit un déficit énorme pour une compagnie qui connaît de graves problèmes. Une rallonge budgétaire de l'Etat français à Air France pourrait même être envisagée, afin d'éviter de nouveaux problèmes liés à la sécheresse des ressources et au manque de ventes de billets vers l'Afrique.

I.M.Amine

OUVERTURE AUJOURD'HUI
DE LA SESSION PARLEMENTAIRE
ORDINAIRE

Première séance à l'APN en présence du staff gouvernemental

L'ouverture de la session ordinaire 2023-2024 des deux chambres du Parlement interviendra aujourd'hui, a indiqué hier un communiqué de l'Assemblée populaire nationale (APN). L'ouverture de cette session intervient "conformément aux dispositions de l'article 138 de la Constitution et de l'article 5 de la loi organique 16-12 modifiée et complétée fixant l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée populaire nationale et du Conseil de la nation, ainsi que les relations fonctionnelles entre les chambres du Parlement et le Gouvernement", précise le communiqué. La séance d'ouverture "débutera au siège de l'APN à 10h00 sous la présidence de son président, en présence du président du Conseil de la nation et du staff gouvernemental, conduit par le Premier ministre", selon la même source.

I.M./avec Aps

BOUALEM AMOURA, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SATEF, À L'EXPRESS :

« Aller vers une école publique de qualité »

Manque d'infrastructures scolaires, déficience en encadrement, révision des examens officiels, surcharge des programmes, formation des enseignants, pouvoir d'achat... Dans cet entretien, Boualem Amoura, secrétaire général du SATEF, met essentiellement en exergue les problèmes récurrents au secteur de l'éducation et soutient que l'Algérie possède des femmes et des hommes compétents pouvant relever le secteur et le hisser au niveau de ceux des pays les plus développés, à condition de leur laisser la liberté d'agir.



Propos recueillis par Boualem B.

● **L'Express : C'est la rentrée des enseignants en attendant la rentrée des élèves. Comment votre syndicat voit cette rentrée scolaire et que préconisez-vous pour qu'elle se déroule dans de bonnes conditions ?**

Boualem Amoura : De prime abord, nous sommes au début du mois de septembre et pour la première fois, nous ignorons encore la date de la rentrée des élèves ! Pourquoi ce suspense alors que dans le passé, hormis les années du Covid-19, nous avions la date de la rentrée scolaire au mois de janvier de l'année. C'est une rentrée qui ressemble aux rentrées scolaires précédentes avec tous les problèmes récurrents qui ne trouvent pas de solution. Chaque année, le secteur est confronté au manque d'infrastructures scolaires, au non-achèvement des travaux au niveau des établissements scolaires, au manque d'encadrement, au problème de la surcharge des programmes... Il y a aussi un manque d'eau dans les établissements scolaires et les salles ne sont pas nettoyées dans la majorité des écoles primaires. Le SATEF est un syndicat qui défend les intérêts moraux et matériels des travailleurs et par voie de conséquence, il n'a aucun pouvoir de décision pour préconiser quoi que ce soit ! Il y a assez de cadres au ministère de l'Éducation pour réfléchir à l'amélioration du secteur et bien sûr, ils sont très bien payés pour mener à bien leurs missions, je pense.

● **Qu'en est-il du nouveau projet de statut particulier qui a fait couler des flots d'encre ?**

Le SATEF ne fait pas de ce dossier son cheval de bataille, car il n'est pas la solution à l'érosion du pouvoir d'achat. La commission de révision du statut particulier n'a aucun statut légal car il n'y a pas de décision officielle d'installation de cette commission comme promis par le ministre et aussi, le ministère a refusé de nous donner un avant-projet comme promis également, comme c'était le cas en 2008 et en 2012 ! Ils étaient partis sur quatre mois, nous

sommes à quelques jours d'octobre 2023, à deux années, sans que ce dossier voie le jour. Le SATEF dégage sa responsabilité de ce qu'accouchera ce dossier. Ce statut n'apportera rien de nouveau aux travailleurs de l'éducation car la solution est dans la révision du régime indemnitaire et le point indiciaire. Le pouvoir d'achat et le volet salarial sont des questions qui font l'unanimité.

● **Ce sont d'ailleurs avec l'exercice du droit syndical, les principales revendications soulevées par la Confédération des syndicats algériens (CSA) dont vous faites partie. Que faire pour arrêter l'érosion du pouvoir d'achat des travailleurs aggravée par les processus inflationnistes des derniers mois ?**

Oui, je venais de le souligner à l'instant, il y a une érosion du pouvoir d'achat insupportable en Algérie, aggravée par une inflation galopante et une augmentation vertigineuse des prix de tous les produits sans exception ! À la CSA, nous n'avons pas eu encore l'agrément, nous en avons fait notre cheval de bataille car c'est la priorité des priorités. Le père de famille, aujourd'hui en Algérie, n'arrive pas à subvenir aux besoins de ses enfants ! C'est justement la rentrée scolaire et les prix des affaires scolaires se sont aussi envolés ! La prime de scolarité de cinq mille dinars est insuffisante ! Il faut que l'État joue son rôle de régulateur et doit sanctionner les spéculateurs qui sucent le sang des Algériens. L'État doit réduire l'impôt sur le revenu global, IRG, pour les fonctionnaires, et le supprimer pour les retraités. À la CSA, nous revendiquons aussi le partage équitable des richesses du pays car depuis 1992, la couche moyenne a disparu en Algérie. Dans le secteur de l'éducation, nous revendiquons la révision à la hausse de toutes les indemnités que perçoit le travailleur de l'éducation. Et pour tous les travailleurs, nous revendiquons la révision de la valeur du point indiciaire à 120 DA. Le SATEF a fait une étude sérieuse pour les besoins d'une famille composée de cinq personnes, en janvier

2022, et nous sommes arrivés à la conclusion qu'il faut cent mille dinars pour vivre plus ou moins dignement et satisfaire aux besoins les plus essentiels.

● **Numérisation du secteur, réforme du Bac, introduction de l'anglais pour les élèves de 4^e année primaire : plusieurs nouveautés seront introduites cette année. Avec toutes ces nouveautés, l'école algérienne va-t-elle amorcer sa nouvelle ère ?**

Au SATEF, nous revendiquons depuis le siècle dernier, une refonte radicale du système éducatif algérien. L'école algérienne n'amorcera jamais une nouvelle ère sans une refonte radicale. Il faut revoir et les programmes et les rythmes scolaires ainsi que tous les examens officiels d'une façon scientifique et rigoureuse. Il faut soustraire l'idéologie et la politique du système éducatif, car pour le moment l'idéologie plombe le savoir. Un élève de terminale filière sciences n'a pas le profil d'un scientifique ! Le débat sur la réorganisation du baccalauréat a eu lieu durant l'année scolaire 2015/2016 et nous sommes arrivés à un consensus, mais l'ex-chef du gouvernement Sellal a refusé par deux fois de l'appliquer ! L'introduction de l'anglais a eu lieu avec précipitation. Le métier d'enseignant est un métier noble mais ces derniers temps, le ministère de l'Éducation recrute à bras ouverts et nous nous retrouvons avec certains enseignants qui ne sont pas formés car l'Algérie a abandonné les instituts de formation des enseignants (ITE) et cela a généré la baisse du niveau de l'école algérienne. Est-il concevable d'avoir un taux de réussite au BAC et au BEM de 50% ? Cela est inacceptable ! À l'ère justement de l'intelligence artificielle et de l'informatique, les faibles n'ont pas droit de cité ! Nous devons réintroduire l'enseignement de la logique dans les programmes d'enseignement (celui qui l'a supprimé doit être un génie !). Il faut réintroduire la dictée au primaire. Il faut encourager l'enseignement des langues étrangères car la technologie s'acquiert dans ces langues !

● **Hormis les revendications professionnelles et sociales, que propose le SATEF pour améliorer la qualité de l'enseignement et bâtir un secteur éducatif très performant et très exigeant ?**

Le SATEF, premier syndicat autonome de l'Algérie indépendante, est une force de revendication et aussi une force de proposition ! J'avais donné quelques propositions auparavant pour aller vers une école publique de qualité et accessible pour tous, mais nous revendiquons aussi la réintroduction du BAC professionnel et de revenir au primaire à six années d'enseignement, au lieu des cinq actuellement. Nous avons proposé de revoir les rythmes scolaires, dossier finalisé depuis 2012, afin d'alléger la vie scolaire de nos enfants mais au lieu de cela, le ministère charge encore plus nos enfants du primaire en leur imposant plus de quatorze matières. Nous proposons de supprimer l'examen d'évaluation des acquis pour les élèves de cinquième année primaire et de revenir aux fondamentaux. Au primaire, l'objectif est que l'élève sache lire, écrire et compter. La Suède a sursis cette année à l'enseignement avec les tablettes électroniques et ils se sont rendu compte que c'était une erreur ! Nous devons revoir aussi la méthode de recrutement des enseignants car malheureusement le secteur de l'éducation est devenu un ministère de l'emploi et d'absorption du chômage au détriment de la qualité d'enseignement ! L'État doit mettre à la disposition du ministère de l'Éducation, tous les moyens nécessaires pour aller vers une école publique de qualité.

● **Votre dernier mot...**

L'Algérie possède des femmes et des hommes compétents qui peuvent relever le secteur de l'éducation parmi les pays les plus développés, à condition de leur octroyer la liberté d'agir. Aussi, nous devons sanctionner tous ceux qui ont failli dans leur mission. Il faut relever le niveau de l'école algérienne car c'est le seul salut pour notre pays. Nous espérons que chacun assumera son rôle avec sérieux et abnégation afin d'aller vers une Algérie prospère.

B.B.

LE PROCESSUS DE PAIX EST AU POINT MORT AU SAHARA OCCIDENTAL

Voici ce que Ghali a dit à la délégation américaine

L'appui réel et concret aux efforts de l'Envoyé personnel doit créer les conditions nécessaires pour permettre à la MINURSO de s'acquitter du mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité conformément au plan de règlement ONU-Afrique de 1991.

Le président sahraoui et secrétaire général du Front Polisario, Brahim Ghali, a souligné que le véritable soutien aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sahara occidental réside dans le fait de permettre à la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) de mettre en œuvre son mandat, a rapporté l'Agence de presse sahraouie (SPS). Le président sahraoui a reçu une délégation américaine conduite par Joshua Harris, sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Afrique du Nord au Bureau du Proche-Orient du ministère des Affaires étrangères, où les deux parties ont échangé leurs points de vue sur les moyens de soutenir les efforts de l'envoyé personnel des Nations Unies, Staffan de Mistura, pour lancer le processus de paix, qui est au point mort en raison de l'obstruction et de l'intransigeance de l'État d'occupation marocain. Selon SPS, Ghali a souligné dans ce contexte que le succès de M. de Mistura dans sa mission « dépend en grande partie de l'ampleur du soutien du Conseil



de sécurité, en particulier des pays actifs comme les États-Unis d'Amérique, compte tenu de l'expérience de ses prédécesseurs, dont les efforts sont au point mort en raison de la réticence du Conseil de sécurité à répondre fermement à l'obs-

truction de la puissance occupante et à son contournement de ses obligations ». Il a également souligné que « l'appui réel et concret aux efforts de l'Envoyé personnel doit créer les conditions nécessaires pour permettre à la MINURSO de

s'acquitter du mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité conformément au plan de règlement ONU-Afrique de 1991 ». Ghali a ajouté : « Si on entre dans le labyrinthe des termes vagues (...), cela ne fera qu'aggraver l'impasse et ainsi

réduire les chances d'une solution pacifique durable et accroître les tensions et l'instabilité dans la région. Brahim Ghali a conclu en soulignant que le peuple sahraoui « n'est pas un partisan de la guerre, mais reste fermement attaché à ses droits inaliénables et à ses aspirations nationales à la liberté et à l'indépendance et à les défendre désespérément par tous les moyens légitimes garantis par la Charte des Nations Unies et l'Acte constitutif de l'Union africaine ». Vendredi, la délégation américaine a entamé une visite dans les camps de réfugiés sahraouis, dans le cadre des efforts visant à relancer le processus de paix parrainé par l'ONU au Sahara occidental. À cette occasion, le Front Polisario a réaffirmé sa coopération pleine et constructive aux efforts de l'ONU et de l'Union africaine pour accélérer la décolonisation du Sahara occidental par l'exercice par le peuple sahraoui de son droit inaliénable, non négociable et imprescriptible à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU et de l'Union africaine. **Y.S.**

NUMÉRISATION, USAGE DES TABLETTES, RECRUTEMENT DE PLUS DE 12 000 ENSEIGNANTS...

Les nouveautés de la rentrée

Les autorités publiques ont pris une série de mesures proactives liées essentiellement à la nécessité d'une bonne préparation avec parachèvement de tous les projets en cours de réalisation, pour une rentrée sociale réussie dans de bonnes conditions. A ce titre, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a récemment adressé une instruction aux walis de la République à l'effet de prendre des mesures proactives pour faire face aux risques des intempéries, notamment les fortes précipitations dépassant les normales saisonnières, ce qui entraîne des inondations et des crues pouvant causer des pertes en vies humaines et des dégâts aux biens et aux infrastructures. Les pouvoirs publics misent, dans ce cadre, sur l'action de sensibilisation de proximité. Cette instruction a détaillé les différentes actions préventives devant être prises par les APC et les services techniques compétents, déjà mises en œuvre début août, dont notamment l'identification des points noirs des déchets pour leur élimination immédiate et des insuffisances dans les réseaux d'évacuation des eaux pluviales en mettant en place un plan pour y remédier. Il s'agit, également, d'intensifier les opérations de nettoyage des canalisations et des égouts, d'accélérer la réalisation de toutes les infrastructures de protection des zones d'habitation contre les inondations, et de contrôler la qualité de l'eau des puits individuels et collectifs et des sources, avec traitement périodique et protection de ces eaux contre toutes formes de pollution et contre la propa-

gation des maladies à transmission hydrique. Afin de mettre en œuvre les grands axes de la politique nationale de prévention des catastrophes majeures, plusieurs actions d'encadrement sont prévues au niveau local, à l'instar de l'analyse des perturbations météorologiques au niveau local au cours des dernières années, l'étude de leurs caractéristiques et de leurs impacts pour mettre en place des mécanismes d'alerte précoce et le recensement précis de l'ensemble des ressources humaines impliquées dans la gestion et le suivi des conséquences des changements météorologiques, outre l'inventaire des moyens matériels nécessaires et la mise à jour continue des plans au niveau des wilayas et des APC pour l'organisation des secours. Au niveau local, l'État poursuivra sa politique visant à améliorer le niveau de vie des citoyens, comme l'avait souligné à maintes reprises le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui avait mis en garde quiconque oserait attenter au pouvoir d'achat du citoyen. A cet égard, le Président Tebboune avait exprimé sa satisfaction des mesures prises afin de protéger le pouvoir d'achat des Algériens, lesquelles restent cependant "insuffisantes", réitérant son engagement à augmenter les salaires à un taux oscillant entre "47% et 50%" jusqu'à 2024. Pour le secteur de l'Education nationale, le personnel administratif a repris son travail dimanche dernier. Les enseignants ont rejoint hier leurs postes de travail. En guise de préparation de ce rendez-vous, les walis ont reçu une instruction du ministère de l'Intérieur, des

Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour s'occuper de tous les aspects organisationnels afin d'assurer une rentrée scolaire réussie et sûre au niveau des écoles primaires, et ce, en coordination avec tous les intervenants au niveau local. L'instruction a souligné l'impératif de réceptionner toutes les structures scolaires dont la mise en service est prévue pour la rentrée scolaire en vue d'alléger la pression qui pèse sur certaines régions et de parachever les différents travaux de maintenance de chauffage, en plus de garantir la sécurité aux périmètres des écoles primaires et veiller sur la sécurité routière en coordination avec les différents services de sécurité. Elle insiste, également, sur l'impératif d'accélérer la validation de la liste des élèves concernés par l'allocation scolaire pour pouvoir la remettre aux bénéficiaires avant la rentrée scolaire, en plus d'assurer un climat idoine pour les études, notamment la restauration et le transport scolaire. Parmi les nouveautés qui caractérisent la prochaine rentrée, la numérisation de tous les certificats de scolarité à travers le territoire national, notamment celles relatives à l'inscription, la réinscription, la réorientation et le recours, disponibles exclusivement via la plateforme numérique du ministère. Dans le même contexte, la numérisation sera adoptée pour les contractuels, ce qui permettrait aux candidats de conclure un contrat de façon automatique selon des critères et un barème préparés à cet effet. Cette rentrée scolaire verra également l'élargissement de l'usage des tablettes numériques en équippant 1 200 nou-

velles écoles primaires, ainsi que la réalisation du plan sectoriel de sensibilisation et de prévention contre la violence en milieu scolaire en veillant sur la lutte contre la drogue et les psychotropes, en sus de la généralisation de la création des associations des parents d'élèves, selon les déclarations du ministre du secteur, Abdelhakim Belaabed. Evoquant le renforcement de l'enseignement de l'anglais, le ministre a fait savoir que cette langue serait enseignée, durant la prochaine année scolaire, aux élèves de quatrième année primaire. En outre, la prochaine rentrée scolaire verra le recrutement de plus de 12 000 enseignants spécialisés en Education physique et sportive pour le cycle primaire, en application de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Le même responsable a, également, indiqué que le président de la République avait pris une série de mesures qui seront annoncées au début de la prochaine année scolaire, dont l'adaptation des programmes et l'allègement du poids des cartables. Concernant la rentrée universitaire, l'accent a été mis sur l'importance de respecter le calendrier de préparation des activités pédagogiques du premier semestre de la nouvelle année universitaire. Ainsi, la période allant du 2 au 8 septembre en cours sera consacrée à la finalisation de ces activités, dont l'accueil des étudiants, notamment les nouveaux bacheliers, et l'organisation de réunions préparatoires au niveau des départements et des responsables de filières pour arrêter la feuille de route du premier semestre. **Avec APS**

SONATRACH INTENSIFIE SES EFFORTS D'EXPLORATION

Plus de 270 découvertes d'hydrocarbures en dix ans

L'effort consenti par Sonatrach a permis de maintenir particulièrement les réserves de pétrole à presque le même

niveau qu'en 2005. Selon une agence allemande spécialisée, une réserve potentielle de 1800 milliards de mètres

cubes de gaz naturel conventionnel pourrait être confirmée à moyen et long terme.

Sonatrach a réalisé 272 découvertes d'hydrocarbures entre 2012 et 2022, suivant les bilans annuels du ministère et de l'Energie et de Sonatrach. Cet effort a permis de maintenir notamment les réserves de pétrole à hauteur de plus d'1 milliard de tonnes, soit à peu près le même niveau qu'en 2005. Selon une agence spécialisée allemande, les réserves potentiellement exploitables de pétrole en Algérie se situent à 1,4 milliard de tonnes et les réserves potentiellement de gaz à 27.000 milliards de mètres cubes dont 1800 milliards de mètres cubes de gaz conventionnel et 20.000 milliards de mètres cubes de gaz de schiste. D'une moyenne de 30 découvertes annuellement entre 2012 et 2018, la moyenne est tombée à moins de 20 découvertes entre 2019 et 2022, en partie en raison des effets du Covid 19 et du reflux de l'investissement étranger dans le secteur. Le dernier rapport de Sonatrach sur les résultats définitifs de la compagnie nationale fait état de 15 découvertes en 2022 qui ont permis de mettre en évidence 117,5 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) dont 86% d'huile et 14% de gaz. En 2021, Sonatrach a réalisé 13 découvertes qui ont mis au jour 70 millions de TEP. La compagnie nationale a investi en 2022 708 millions de dollars, en hausse de 52% par rapport à 2021. C'est dans le bassin de Berkine que le plus grand nombre de découvertes a été réalisé durant ces dix ans. Par exemple en 2013, 62% des découvertes ont été réalisées dans le bassin de Berkine. Les bassins où s'est concentré l'effort d'exploration durant cette décennie sont les bassins d'Oued Mya, d'Amguid Messaoud et d'Illizi. Après Berkine, c'est dans ces bassins que le plus grand nombre de découvertes a été réalisé. Les découvertes de pétrole durant cette décennie ont été nombreuses. Bémol, l'investissement annuel de Sonatrach est en baisse : de 10 milliards de dollars en 2012, il est tombé à 5 milliards de dollars en 2022. L'investissement dans l'exploration a du coup baissé : de 2,2 milliards de dollars en 2012, il a chuté à hauteur de 708 millions de dollars en 2022, avec une chute notable des investissements en association dans le domaine de l'exploration. Cet

effort d'exploration permet aujourd'hui de développer des gisements de pétrole tels que celui de Touggourt susceptible de produire entre 80.000 à 100.000 barils/jour de brut à l'horizon 2026 et d'offrir des périmètres attractifs aux partenaires étrangers dans le cadre d'accords de partage de production avec Sonatrach ou dans le cadre du nouvel d'offres en matière d'exploration. En effet, les contrats de Sonatrach avec l'Eni concernant le développement des gisements de pétrole de Zemlet El Arbi, Ourhoud II et Sif Fatima II et ceux de Berkine sud font suite, rappelons-le à des travaux d'exploration et de découvertes dans ces périmètres. Ce qui a permis à Sonatrach et l'Eni de procéder à leur exploitation dans des délais plus rapides.



L'objectif du partenariat, est de mobiliser de nouveaux investissements. Sonatrach ne peut à lui seul engager d'aussi importants investissements pour confirmer les réserves d'hydrocarbures

potentielles. L'investissement étranger dans le cadre d'un partenariat gagnant-gagnant permet, en somme, d'exploiter plus rapidement les ressources découvertes, d'introduire les technolo-

gies les plus modernes dans les cas de gisements difficiles d'accès aux hydrocarbures ou dans les projets d'amélioration du taux de récupération des champs de pétrole. **K. R.**

LA BAISSÉ DE LA PRODUCTION AMÉRICAINE DONNE DU CARBURANT AUX MARCHÉS PÉTROLIERS

LE PRIX DU BRUT VA ATTEINDRE UN SOMMET DE 100 DOLLARS

Dans une récente analyse sur l'évolution des marchés pétroliers, la banque britannique Barclay a établi des prévisions positives, soulignant que le baril de pétrole pourrait atteindre 92 dollars à la fin de l'année 2023 avant de grimper en 2024 à 100 dollars. La banque britannique explique cette nouvelle révision à la hausse de ses prévisions sur l'évolution du prix du pétrole pour l'année 2024 par la faiblesse de la production américaine d'une part et de l'autre par la sous-production persistante de plusieurs producteurs de l'OPEP+. Ces derniers devraient resserrer davantage le marché pétrolier en 2024, comme le soulignent les experts de Barclays. « Le ralentissement de la croissance de l'offre hors OPEP+, tiré principalement par les États-Unis, et la sous-production persistante de plusieurs producteurs de l'OPEP+ en raison de contraintes structurelles renforcent notre thèse fondamentale derrière une vision constructive

des prix du pétrole », a déclaré la banque dans une note publiée par Reuters. Dans ce sens, l'OPEP+ a expliqué le recours à la réduction volontaire de production, une mesure adoptée par plusieurs membres de l'organisation. Cela vise essentiellement à rééquilibrer le marché et à travailler davantage à sa stabilité. Concernant le déficit de l'offre mondiale du pétrole, la banque britannique avance le chiffre de 670 000 barils par jour (b/j) sur le marché pétrolier cette année, et de 250 000 b/j l'année prochaine. « La demande mondiale de pétrole a atteint un record de 103 millions de b/j en juin, et le mois d'août pourrait connaître un nouveau pic », a par ailleurs indiqué l'AIE dans son rapport sur le marché pétrolier du mois d'août. « La demande mondiale de pétrole devrait croître de 2,2 millions de b/j cette année, la Chine représentant plus de 70% de la croissance », a noté l'agence. Concernant l'évolution des prix du gaz, notamment le

GNL qui connaît une forte demande, notamment sur le marché européen en raison de la constitution des stocks pour l'hiver prochain, les prix ont enregistré une hausse de près de 50% durant le mois d'août dernier par rapport aux mois précédents, en passant de 20 dollars à une moyenne de 35 € par mégawattheure. Les prévisions pour les cours de ces combustibles sont également revues à la hausse pour l'année prochaine. Ils devront se stabiliser autour des 50 dollars par mégawattheure, selon l'indice de référence néerlandais Title Transfer Facility (TTF). Face au tarissement de l'offre et à l'augmentation de la demande, les fondamentaux du marché énergétique se dirigent de plus en plus vers l'enregistrement de records dans les mois à venir par rapport à la fin de l'année 2022 où les cours ont connu une chute libre après des pics historiques.

Y. B.

Arabie saoudite : baisse des exportations pétrolières en août

Les exportations de pétrole saoudien ont baissé le mois écoulé à leur plus bas niveau depuis plus de deux ans. Les exportations du plus grand exportateur mondial de pétrole brut sont tombées à environ 5,6 millions de barils par jour en août dernier, le plus bas depuis mars 2021, a rapporté l'agence américaine Bloomberg. Les exportations de pétrole du mois d'août sont

en baisse par rapport aux 6,3 millions de barils par jour de juillet. L'Arabie Saoudite et la Russie ont récemment annoncé qu'elles réduiraient leurs approvisionnements en pétrole.

Le royaume s'est engagé en juillet à réduire ses approvisionnements d'un million de barils par jour jusqu'à fin août, tandis que la Russie visait à réduire ses approvisionne-

ments de 500 000 barils par jour au cours du même mois. La réduction de l'offre vise à « renforcer les efforts de précaution déployés par les pays de l'OPEP+ dans le but de soutenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers », a déclaré l'agence de presse saoudienne citant une source du ministère de l'Energie.

R. E.

Matières premières: l'or et l'aluminium montent, rien n'arrête le cacao

Les cours du cacao ont encore flambé sur la semaine jusqu'à un nouveau record à Londres comme à New York, poussés par la faiblesse des récoltes, même si le déficit de l'offre devrait être de moindre ampleur que prévu. Vendredi dernier, le cacao à Londres a même culminé à 2.927 livres sterling, un prix record enregistré depuis le début du contrat en 1989. A New York, le cacao a flambé jusqu'à 3.677 dollars la tonne, un nouveau sommet depuis 2011.

L'Organisation internationale du cacao (ICCO) a pourtant « revu à la baisse ses prévisions concernant le déficit de l'offre mondiale sur le marché du cacao pour la campagne 2022/23 qui s'achève bientôt, à 116.000 tonnes » contre 142.000 tonnes auparavant, notent les analystes. Depuis le début de l'année, le cacao s'est envolé d'environ 40% à Londres comme à New York, poussé par les tensions sur l'offre, notamment les récoltes moins impor-

tantes que prévu en Côte d'Ivoire et au Ghana tandis que la demande reste forte. La tonne de cacao à Londres pour livraison en mars 2024 valait 2.889 livres sterling vendredi, contre 2.753 livres sterling vendredi dernier en fin de séance. A New York, la tonne pour livraison en décembre 2023 valait dans le même temps 3.612 dollars, contre 3.466 dollars vendredi dernier. Par ailleurs, le prix de l'aluminium a grimpé cette semaine sur la Bourse des

métaux de Londres (LME), poussé par de meilleurs signaux économiques venant de la Chine, améliorant les perspectives de la demande. L'activité manufacturière en Chine a en effet retrouvé des couleurs en août, à un rythme au plus haut depuis six mois en s'établissant à 51 points le mois dernier contre 49,2 en juillet, un signe encourageant pour les usines, selon un indice indépendant publié vendredi.

R. E.

TLEMCEN : CENTRE INTERMÉDIAIRE DE SOINS EN ADDICTOLOGIE

Un instrument de lutte contre la toxicomanie

La situation géographique de la wilaya sur les frontières ouest du pays constitue un facteur principal favorable à la propagation de la consommation de ces produits prohibés, indique un spécialiste en addictologie.

Le Centre intermédiaire de soins en addictologie Kheirat-Mohamed de Tlemcen a accueilli, depuis le début de l'année en cours, plus de 600 personnes, âgées entre 15 et 35 ans et plus, qui ont une addiction aux différents types de drogues, a-t-on appris de son directeur, MetalsiTani Mohamed. De nombreux cas ont bien répondu au traitement, grâce à la volonté du toxicomane et du soutien de sa famille, et surtout au respect des séances de traitement individuelles et collectives pendant une période de plus de six mois, a-t-il expliqué, ajoutant que les patients du centre sont de différents profils (jeunes mariés, travailleurs, étudiants et autres). Le Centre intermédiaire de soins en addictologie de Tlemcen est considéré comme un dispositif d'accompagnement des toxicomanes pour les délivrer de leur addiction et les réinsérer dans la vie familiale et sociale. Ce centre, qui a ouvert ses portes le 17 février 2022, accueille des personnes ayant une addiction aux différents types de drogues et aux réseaux sociaux, et autres malades mentaux, de Tlemcen et des wilayas avoisinantes, a déclaré M. Metalsi. Il offre plusieurs prestations dont l'accueil des toxicomanes et de leurs familles, le diagnostic des problèmes d'addiction, des consultations spécialisées en addictologie et en psychiatrie, en plus de l'écoute, de la prise en charge psychologique, de l'aide à la réinsertion sociale, de la prévention contre la rechute et de l'orientation vers des centres spécialisés. Les toxicomanes bénéficient de nou-



velles techniques, comme les thérapies de groupe, avec des séances d'échange d'expériences entre les patients, encadrées par une équipe médicale pluridisciplinaire, note-t-on de même source. L'équipe médicale est composée de 4 médecins spécialistes en psychiatrie, 10 psychologues, ainsi que de paramédicaux, qui bénéficient de formations de façon continue, pour améliorer leurs capacités à traiter avec les différents cas qu'accueille le centre, a-t-il dit, précisant qu'il existe une autre unité qui relève du centre, implantée au niveau du centre hospitalier de Tlemcen, spécialisée dans la prise en charge des enfants souffrant d'addictions et de maladies mentales, et d'une troisième qui prend en charge des autistes. La majorité des cas qui frappent à la porte de ce centre, présentent des

symptômes typiques à la toxicomanie, comme l'anxiété, la transpiration excessive et l'hyperthermie, et les équipes médicales les aident à les atténuer par le biais de médicaments, avec le soutien des psychologues qui les motivent et les poussent vers l'avant, pour ne pas baisser les bras ou rechuter, a souligné, pour sa part, Dr Bouhekif Fatima, spécialisée en addictologie. Elle a indiqué qu'il existe différents procédés thérapeutiques, individuels et en groupe, et les patients bénéficient d'accompagnement psychologique pour reprendre confiance en eux et apprendre des expériences d'autres toxicomanes ayant réussi leur sevrage, le tout avec l'implication des familles dans les thérapies de groupe. Le traitement de la toxicomanie dépasse six mois.

R. R.

TIZI OUZOU : SÉCHAGE DE FIGES FRAÎCHES UN PROCESSUS À MAÎTRISER POUR UN PRODUIT DE QUALITÉ

Le séchage des figes fraîches passe par plusieurs étapes d'un processus qu'il faudra maîtriser pour obtenir à la fin de l'opération, un fruit de qualité moelleux et à peau fine tel que recherché par le consommateur, a indiqué, vendredi à l'APS, l'inspecteur phytosanitaire de la wilaya de Tizi-Ouzou, Boukhalfa Kaci. Rencontré en marge de la fête de la figue de Lemsella (commune d'IlloulaOumalou), ouverte jeudi et clôturée vendredi, ce responsable à la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya a insisté sur l'importance de la maîtrise du processus de séchage, pour obtenir des fruits de qualité qui auront leur place sur le marché et qui peuvent être exportés. Huit étapes sont nécessaires pour obtenir des figes sèches de qualité. La première étape, qui est l'une des plus importantes, est la cueillette. La figue doit être ridée avec un pédoncule sec, a-t-il expliqué. Une fois les fruits récoltés, il faudra trier les fruits pour ne garder que les sains et aussi procéder à leur calibrage pour un séchage homogène, a noté M. Kaci. Les fruits sont ensuite traités en les plaçant dans une sorte de grande passoire ou couscoussier et plongés pendant 20 à 30 secondes dans un bain d'eau bouillante (80 c) additionnée de soude caustique (dosée à 1%) pour la débarrasser des parasites notamment, avant d'être plongés dans une eau salée et presque bouillante (40 gr de sel par litre d'eau), pendant 40 à 70 secondes, une opération à répéter deux ou trois fois. Cela permet de nettoyer et de ramollir les fruits, a observé le même responsable. Arrive l'étape de séchage au soleil. "L'opération peut durer une demi-journée à trois jours et les figes doivent être retournées deux à trois fois pendant le séchage et rentrées le soir et terminer le séchage à l'ombre en empilant les claies les unes sur les autres", selon M. Kaci. Pour le stockage, la méthode ancienne qui consistait à tasser les figes sèche dans des contenants en être cuite (Ikoufane: grandes jarres en terre cuite) a prouvé son efficacité à garder les figes molles, une méthode dont il faudra s'inspirer pour conserver sa production a-t-il dit. D'ailleurs les femmes du village Lemsella, qui a abrité ce week-end la 13e édition de la fête de la figue organisée par le comité de village et l'association Tighilt, ont commencé à fabriquer des "Ikoufane", pour justement y stocker les figes sèches produite par les quelque 500 habitants de ce village, a-t-on appris de plusieurs d'entre elles rencontrées sur place.

APS

Blida : un hôpital privé de 300 lits à Beni Merad

Le secteur de la Santé se dote d'un hôpital d'une capacité de 300 lits à Beni Merad (Blida), premier édifice sanitaire privé en Algérie, indique le ministère de la Santé, mercredi, dans un

communiqué. Implanté dans la commune de Beni Merad à Blida, ce premier édifice sanitaire privé en Algérie, d'une capacité de 300 lits et assurant plusieurs spécialités, est le fruit d'un investisse-

ment privé, et s'étend sur une superficie de 4400 M2 sur un total de 18.200 M2. En effet, toutes les facilitations ont été octroyées pour permettre la réalisation des travaux de ce méga

projet et sa mise en service dans les délais impartis. La réalisation de nouvelles structures publiques et privées s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts visant à améliorer la qua-

lité des services médicaux offerts aux patients, tel que prévu dans le programme de développement tracé par les hautes autorités du pays, selon la même source.

APS

Zéralda : projet de jumelage entre l'Hôpital des grands brûlés et son homologue turc

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a reçu le chargé d'affaires à l'ambassade de la République de Turquie en Algérie, UmitAlpaslanKiliç, pour examiner la teneur du mémorandum d'entente portant sur le jumelage entre l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda et son homo-

logue turc à Istanbul, a indiqué vendredi un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée jeudi, en présence de cadres centraux, intervient «en application des orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebbou-

ne, lors de l'inauguration de cet hôpital, en vue de la réalisation de projets de jumelage avec des hôpitaux de renommée mondiale, notamment avec la Turquie, qui jouit d'une grande expérience en matière de brûlologie», a précisé la même source. Ce jumelage «se concrétisera

les prochaines semaines après la signature du mémorandum d'entente proposé par les autorités compétentes en Turquie, et ce, avant la fin de septembre prochain», selon le ministre, qui a indiqué que ce mémorandum prévoyait «l'échange d'expériences et de connaissances et

le transfert de technologies avec la programmation de visites mutuelles en faveur des médecins des deux pays», outre «la tenue de rencontres de concertation technique, de rencontres scientifiques et de sessions pratiques en matière de brûlologie».

APS

Sétif : réception de six nouvelles écoles primaires

Le secteur de l'Education nationale de la wilaya de Sétif a réceptionné en prévision de la prochaine rentrée scolaire (2023-2024) six (6) nouvelles écoles primaires, 55 classes d'extension et 4 cantines scolaires, a-t-on appris samedi du directeur local de l'Education nationale Rachid Benmessaoud. Les six nouvelles écoles primaires sont implantées dans les communes d'Ain Oul-

mène (une école), à El Eulma (2 écoles), au chef-lieu de wilaya (une école), à Béni Ourtilène (une école) et à Harbil à l'extrême nord de Sétif (une école), a précisé le même responsable à l'APS. Il sera également procédé à la réception dans les jours à venir de deux écoles au nouveau pôle urbain Tinar et 8 cantines scolaires en plus de 52 classes d'extension et deux unités de

dépistage et de suivi en milieu scolaire UDS dans les communes GaltaZarga et Ait Tizi, ainsi qu'une salle de sport au lycée Azouz Saidi dans la commune Ain Sebt, a fait savoir le même responsable qui a mis l'accent sur l'importance de ces acquis dans l'allègement de la pression sur les infrastructures scolaires déjà existantes à travers la wilaya. La wilaya de Sétif compte désormais 902

écoles primaires, 239 collèges d'enseignement moyens (CEM) et 107 lycées, a-t-on souligné. Selon les services de la direction locale de l'Education nationale, 769 écoles assurent le service cantine au profit des élèves, faisant état de 488.000 élèves dans les trois paliers d'enseignement attendus à la prochaine rentrée scolaire.

APS

Economie circulaire, un marché mo

La masse de déchets générés par les entreprises les incite à revoir leur stratégie en matière de durabilité et à se lancer dans l'économie circulaire, une démarche qui peut être rentable. L'économie circulaire est devenue l'un des termes les plus utilisés dans le monde des entreprises. Elle fait référence à des pratiques commerciales qui s'appuient sur le recyclage, la réduction des déchets et la création d'emplois durables. Une étude citée par le Forum économique mondial indique que l'économie circulaire représente une opportunité de 4 500 milliards de dollars d'ici à 2030. Selon le Bureau international du Travail, la transition vers une économie circulaire pourrait générer des millions d'emplois dans le monde entier, les entreprises s'attelant à remplacer les méthodes traditionnelles qui consistent à gagner de l'argent en

Le laboratoire d'accélération du PNUD, à travers l'intelligence collective, l'« innovation challenge », le « design thinking », le « capacity building » et l'expérimentation, a soutenu les différents éléments de l'écosystème pour s'engager dans une réflexion approfondie sur la question, et d'inspirer les autres pour un avenir plus vert et plus durable. Selon le Pnud, « notre système économique actuel peut être considéré comme une « économie linéaire », reposant sur un modèle d'extraction de matières premières de la nature, de transformation en produits, puis de rejet comme déchets. À l'heure actuelle, seulement 7,2% des matériaux utilisés sont recyclés dans nos économies après leur emploi. Cette situation pèse lourdement sur l'environnement et contribue aux crises du climat, de la biodiversité et de la pollution. L'économie circulaire, en revanche, vise à réduire autant que possible les déchets et à promouvoir une utilisation durable des ressources naturelles, grâce à une conception plus

sation de matériaux vierges, la réutilisation de matériaux existants en circulation ou encore la substitution de solutions de rechange régénératives telles que celles du bois à la place de matériaux à forte intensité de carbone. Dans une économie circulaire, les produits électroniques sont reconditionnés, les emballages solubles dans l'eau, recyclables et réellement biodégradables deviennent la norme, et les déchets animaux sont utilisés comme engrais naturels et transformés en biogaz pour la cuisson, le chauffage et l'éclairage.

Selon le Pnud, à l'heure actuelle, l'extraction et l'utilisation de matériaux représentent 70% des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES). Cela signifie que si nous voulons réduire considérablement les émissions, nous devons examiner les « points chauds » de la consommation et de la production non durables dans les secteurs où leur incidence est forte, tels que l'industrie, le bâtiment et la construction, et l'agriculture. Des études montrent que, grâce à une utilisation efficace et plus circulaire des matériaux dans seulement quatre matériaux industriels clés (ciment, acier, plastique et aluminium), les stratégies d'économie circulaire peuvent aider à réduire les émissions mondiales de GES de 40% d'ici 2050.

6 MILLIONS D'EMPLOIS CRÉÉS À L'ÉCHELLE MONDIALE D'ICI 2030

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), si le monde mettait en œuvre davantage d'activités circulaires telles que le recyclage, la réparation, le loyer et la rénovation, celles-ci créeraient 6 millions d'emplois à l'échelle mondiale d'ici 2030. Plusieurs défis sont à relever. Une meilleure compréhension des avantages et des effets des mesures d'économie circulaire, en particulier pour le climat et la biodiversité, est une nécessité.

Les entreprises, en particulier les petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que d'autres organisations et acteurs, ont souvent de la difficulté à accéder à un financement adéquat leur permettant de passer de modèles ou de systèmes commerciaux linéaires à des modèles circulaires. Par exemple, on estime qu'il faut environ trois ans à un petit agriculteur pour passer de la production traditionnelle de coton à la production de coton biologique, et la transition vers des pratiques circulaires et régénératives peut prendre autant de temps, voire plus. Cette transition exige donc non seulement des investissements et des financements adéquats, mais aussi un transfert de connaissances, le renforcement des communautés et la formation tout au long de son déroulement.

DES PAYS QUI DONNENT L'EXEMPLE EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

De nombreux pays adoptent déjà des approches d'économie circulaire pour orienter le développement et la croissance vers des approches plus propres, plus vertes et plus régénératives. Le Kosovo, par exemple, soutient des solutions innovantes pour les start-ups et les PME, y compris le développement d'une application mobile destinée à repérer la pollution et la mauvaise conduite environnementales dans les zones urbaines. Le Ghana s'emploie à améliorer la gestion des déchets urbains en soutenant les entrepreneurs qui construisent des maisons faites de déchets plastiques recyclés. Simultanément, en engageant la transition vers une économie circulaire, des pays tels que la Jordanie créent des opportunités pour les femmes, leur permettant de trouver un emploi, d'acquérir de nouvelles compétences, d'ouvrir leur propre entreprise et d'occuper des postes de direction dans leur communauté. Les Philippines ont adopté un projet de loi qui oblige les grands fabricants à limiter l'utilisation des emballages en plastique et à payer les coûts de gestion des déchets plastiques. Par ailleurs, des pays en nombre croissant, tels que le Mexique, s'emploient à mieux relier les solutions de l'économie circulaire à leurs plans d'action cli-

matique. Le... des program... infranational... nomie circula... route pour la... du pays. La r... circulaire qu... a été estimée... rieuse devra... ensuite les P... avec 9,7 %. L... mondiale a c... 2023.

COMMENT LA TRANSITION CIRCULAIRE

Selon le PNUD... à une écono... riaux augme... une diminuti... à 7,2% en 20... davantage de... pillons davan... devraient tire... naux en ma... d'autres mot... d'économie c... 27% des CDM... a donc ample... Dans ce cher... gouvernemen... parties pren... valeur et à t... voix puissent... en particulier... plus vulnérab... faire en sorte... priorisées d... incluent tou... qu'au niveau... ment mise en... chaîne série... 2025, le mon... d'économie c... qui contribu... vers un mon...

ECONOMIE MARCHÉ EN AFRIQUE

D'après le d... laire fait réf... qui s'appuie... déchets et la... Selon Jyrki K... dais pour l'... l'économie ci... la perte de la... aider la biod... s'agit d'une... car depuis q... du contine... décharges à... tonnes de dé... pour l'enviro... donné l'enjeu... monde » des... se de vastes... tion jeune, d... donc un pre... œuvre d'une... construction... vers le mon... continent, de... une forme... ramassage d... Burkina Faso... leur vie grâc... Certains hab... vendent. Un... travailleurs... gagner entre... journée (1,1... kilogramme... francs CFA (... sont quant à...

Face à l'aggravation de la pollution de l'environnement et de l'épuisement des ressources naturelles, l'économie circulaire est devenue une tendance mondiale et apparaît comme une solution visionnaire pour la société et l'économie mondiale, estiment les experts.

extrayant, fabriquant, utilisant et jetant. L'économie circulaire n'est pas réservée aux grandes entreprises, mais constitue une tendance dans la nouvelle ère, attirant l'attention des investisseurs et des consommateurs. L'innovation ouverte et l'économie circulaire se soutiennent mutuellement pour construire un avenir durable et prospère, contribuant à réduire les déchets et la pollution de l'environnement, créer de la valeur et un développement durable pour la société et les entreprises.

UNE TRANSITION VERS UNE « ÉCONOMIE VERTE »

Selon le rapport du PNUD, la production annuelle des déchets devrait augmenter de 73 % par rapport à celle de 2020 pour atteindre 3,88 milliards de tonnes de déchets en 2050, sachant que plus de 90 % des déchets dans les pays à faible revenu sont souvent éliminés dans des décharges non réglementées ou brûlés à l'air libre. Aujourd'hui, la gestion des déchets est une problématique mondiale, elle constitue également une opportunité économique importante aussi bien au niveau national que local, alliant ainsi les impératifs de consommation et de production responsables, à un potentiel significatif de création de revenus, dans un marché estimé à plus de \$500 milliards au niveau mondial. L'économie circulaire nous offre aujourd'hui une pléthore d'options permettant de faire un usage rationnel de nos ressources, de réduire notre impact environnemental, de protéger notre santé et celles des autres et soutenir une nouvelle économie, qui se voudra innovante, génératrice de revenus et d'emplois.

intelligente des produits, à leur plus longue utilisation, à leur recyclage et à d'autres mesures, ainsi qu'à régénérer la nature. Outre sa contribution à la lutte contre le problème de la pollution, l'économie circulaire peut jouer un rôle essentiel dans la résolution d'autres défis complexes tels que le changement climatique et la perte de biodiversité.

LES EXEMPLES D'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Le premier exemple auquel la plupart des personnes pensent quand elles réfléchissent à l'économie circulaire est la gestion des déchets, mais le concept d'économie circulaire englobe en réalité bien d'autres aspects. Tout autour de nous nous pouvons observer les approches de l'économie circulaire. Elles peuvent être adoptées dans différents secteurs, par exemple celui du textile ou celui du bâtiment et de la construction, ainsi qu'à diverses étapes du cycle de vie d'un produit, y compris sa conception, sa fabrication, sa distribution et son élimination. Dans le secteur du textile et de la mode, il existe des initiatives qui utilisent l'agriculture régénérative en vue de produire du coton biologique et d'autres fibres naturelles, en employant des colorants et des teintures naturelles, permettant ainsi la fabrication de vêtements qui sont de meilleure qualité et plus sûrs pour la santé des consommateurs et l'environnement. Grâce à une production de meilleure qualité, les vêtements peuvent aussi durer plus longtemps, être réparés, revendus dans la friperie ou recyclés. Dans le secteur du bâtiment et la construction, les solutions circulaires peuvent comporter la réduction de l'utili-

UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Mondial de 4 500 milliards de dollars

Mexique élabore et met en œuvre des mesures de formation pour les autorités locales afin d'identifier les actions d'économie circulaire qui contribueront à la feuille de route mise en œuvre de la CDN actualisée. La transition insulaire de Vanuatu est plus avancée que tout autre pays dont la circularité est prise en compte. En 2021, sa consommation intérieure brute était circulaire à 59%. Viennent ensuite les Pays-Bas, avec 24,5%, et l'Autriche, avec 22,5%. Dans le même temps, la circularité de la France a chuté de 8,6% en 2020 à 7,2% en 2021.

Comment accélérer la transition vers l'économie circulaire ?

En France, malgré le besoin urgent de passer à une économie circulaire, l'extraction de matières premières chaque année, ce qui entraîne une perte de la circularité, de 9,1% en 2018 à 7,2% en 2023. Cela signifie que nous utilisons toujours des matériaux vierges et que nous gaspillons. Le PNUD estime que les pays doivent partir de leurs engagements nationaux de climat – leurs CDN, en France – en vue d'y inclure des mesures de circularité. En mai 2023, comme seuls pays à inclure l'économie circulaire, il y a une marge de latitude pour agir. En outre, il sera essentiel que les gouvernements mobilisent un large éventail de mesures dans différentes chaînes de valeur à toutes les étapes, afin que toutes les voix soient entendues dans le processus, y compris celles des plus marginalisés et des femmes. De cette façon, nous pouvons garantir que les meilleures solutions soient prises dans le cadre des CDN, qu'elles impliquent les personnes concernées et que, au niveau local, l'appropriation soit efficace. En œuvre sur le terrain. Avec la prochaine révision des CDN requises en 2025, il est venu de définir les mesures de circularité à inclure dans les CDN, ce qui permettra ainsi d'accélérer la transition vers une économie plus circulaire et régénérative.

Comment l'économie circulaire : un levier qui se développe en

Dans le document du Pnud, l'économie circulaire est définie comme des pratiques commerciales qui visent à réduire la pollution, à améliorer le recyclage, la réduction des déchets, la création d'emplois durables. En France, président du Fonds finlancois pour l'innovation, « les interventions de l'économie circulaire peuvent mettre un terme à la perte de biodiversité à l'échelle mondiale et à la diversité du monde à se rétablir ». Il y a une grande opportunité pour l'Afrique, au cours des prochaines années, plusieurs capitales africaines sont devenues d'immenses marchés ouverts, comptant des milliers de personnes. Lors de l'Assemblée de l'ONU à Addis-Abeba en 2021, l'Afrique s'était engagée à ne pas devenir « la poubelle du monde » des déchets plastiques. L'Afrique dispose de ressources naturelles, d'une population jeune et dynamique et entreprenante. Elle a un rôle à jouer dans la mise en œuvre de l'économie circulaire et dans la création d'une plus grande résilience à travers elle. En effet, dans plusieurs pays du continent, de nombreux Africains exercent déjà des activités de l'économie circulaire. Il s'agit du secteur des ordures, notamment au Mali et au Sénégal, où ils sont de plus en plus à gagner à cela. Les habitants ramassent ces ordures et les vendent sur le marché plutôt rentable d'après ces chiffres, qui parviennent pour certains à 1 750 et 1 000 francs CFA en une semaine (1,52 euro à 1,52 euro), en vendant le contenu des sachets d'ordures au prix de 100 francs (15 centimes). Les bidons et boîtes en plastique sont vendus un peu plus cher, leur

permettant de gagner entre 1 000 et 1 500 FCFA à la journée (1,52 euro à 2,29 euros). Généralement, après leurs ventes, ces ordures sont acheminées vers un centre de tri pour ensuite être revendues à des entreprises de transformations. À Ouagadougou, se trouvent plusieurs de ces sites. Là-bas, les déchets plastiques sont transformés en pavés, en briquettes, en poubelles et peuvent remplacer le ciment lorsqu'ils sont fondus. Pour donner une idée du nombre de déchets sur le continent, entre 500 et 2 000 poubelles sont produites en un mois, sachant qu'une grande poubelle nécessite 72 bidons contre 32 pour une petite. Malgré cette économie rentable qui s'instaure de plus en plus au vu de la situation environnementale, la gestion des déchets reste encore un défi à relever pour le continent africain. Au Ghana, par exemple, seulement 3 % des déchets sont recyclés, alors que près de 3 000 tonnes de déchets plastiques sont jetées au quo-

Toutefois, le rapport prévient que le temps est compté. Un retard de 5 ans pourrait provoquer une augmentation de la pollution plastique de 80 millions de tonnes d'ici à 2040. Servant d'analyse axée sur les solutions des pratiques concrètes, des évolutions du marché et des politiques pouvant éclairer la réflexion du gouvernement et l'action des entreprises, le rapport révèle que les coûts opérationnels sont les plus élevés, que ce soit dans une économie circulaire ou dans une économie du déchet. À l'aide de réglementations s'assurant que les différents plastiques sont créés dans le but de rentrer dans le modèle circulaire, des schémas de responsabilité des producteurs peuvent couvrir ces coûts opérationnels nécessaires pour garantir l'intégrité du système en exigeant de ces producteurs le financement de la collecte, du recyclage et de l'élimination des produits en plastique en fin de vie. Selon l'Organisation de coopération et de développement écono-

consigne et de reprise des emballages permettraient de réduire de 30 % la pollution plastique d'ici à 2040. Pour réaliser ce potentiel, les gouvernements devront contribuer à renforcer les arguments commerciaux en faveur des produits réutilisables. Il sera aussi possible de réduire la pollution plastique de 20 % supplémentaires d'ici à 2040 si le recyclage devient une activité plus stable et plus rentable. La suppression des subventions aux combustibles fossiles, l'application de directives de conception visant à améliorer la recyclabilité et d'autres mesures permettraient de faire passer la part des plastiques économiquement recyclables de 21 à 50 %. Dans une autre mesure, le remplacement judicieux de produits tels que les emballages en plastique, les sachets et les plats à emporter par des produits fabriqués à partir de matériaux alternatifs (tels que le papier ou les matériaux compostables) pourra entraîner une



tidien, la plupart finissent dans les rivières.

UNE NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE DE L'ONU POUR RÉDUIRE LA POLLUTION PLASTIQUE

Il est possible de réduire la pollution plastique de 80% d'ici à 2040, si les pays et les entreprises utilisaient les technologies existantes pour opérer un virage majeur et faire des ajustements de marché, selon un nouveau rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUe). « La façon dont nous produisons, utilisons et nous débarrassons du plastique est nocive pour les écosystèmes, crée des risques pour la santé humaine et déstabilise le climat », dit la Directrice exécutive du PNUe, Inger Andersen. « Ce rapport du PNUe établit une feuille de route pour drastiquement réduire ces risques par l'adoption d'une approche circulaire qui permettrait de laisser le plastique hors de nos écosystèmes, de nos corps, mais toujours dans l'économie », ajoute-t-elle. Ce rapport, intitulé Tarir le flot : Mettre fin à la pollution plastique et créer une économie circulaire à l'échelle mondiale, montre la magnitude et la nature des changements à opérer pour mettre fin à la pollution plastique et créer une économie circulaire qui ne soit pas nocive pour les humains ou l'environnement. Le rapport propose un changement systémique basé sur trois changements clés : réutiliser, recycler et réorienter/diversifier ; il expose aussi des actions pour gérer sur le long terme les problèmes de la pollution plastique actuelle. Même avec les mesures préconisées plus haut, 100 millions de tonnes de plastique à usage unique et de produits à durée de vie courte devront être gérées tous les ans d'ici à 2040, selon le rapport.

miques (OCDE), environ 353 millions de tonnes de déchets plastiques ont été produites dans le monde en 2019. Seulement 9 % de ces déchets ont été recyclés cette année-là, tandis que 22 % ont été mal gérés ou rejetés dans l'environnement. Rendue en 2023, la situation s'est plutôt détériorée impactant surtout la biodiversité des océans. Devant une panoplie d'initiatives qui n'ont jusque-là pas permis d'éradiquer la pollution plastique, le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) suggère une tout autre approche qu'il a consignée dans un document intitulé « Fermer le robinet : comment le monde peut mettre fin à la pollution plastique et créer une économie circulaire ». À en croire la directrice exécutive du Pnud, Inger Andersen, la prise en compte de cette feuille de route par les gouvernements et les entreprises pourrait permettre de réduire la pollution plastique de 80 % d'ici à 2040.

RÉUTILISER, RECYCLER, RÉORIENTER ET DIVERSIFIER

L'approche du Pnud se décline en six axes. Dans un premier temps, l'organisme de l'ONU propose de changer le système en accélérant la réutilisation, le recyclage, la réorientation et la diversification (RRR+D), et en prenant des mesures pour faire face à l'héritage de la pollution plastique. Ainsi, « 100 millions de tonnes de plastique provenant de produits à usage unique et à courte durée de vie devront encore être traitées en toute sécurité chaque année d'ici à 2040 », indique le Pnue.

Un marché circulaire : RRR + D devra également être créé. Ainsi, la promotion des options de réutilisation, y compris les bouteilles réutilisables, les distributeurs en vrac, les systèmes de

diminution supplémentaire de 17 % de la pollution par les plastiques. Dans le troisième axe de sa nouvelle stratégie, le Pnue suggère de définir et de mettre en œuvre des normes de conception et de sécurité pour l'élimination des déchets plastiques non recyclables et de rendre les fabricants responsables des produits contenant des microplastiques. Le passage à une économie circulaire permettrait de réaliser 1,27 trillion de dollars d'économies compte tenu des coûts et des recettes du recyclage. En outre, les externalités évitées (santé, climat, pollution de l'air, dégradation des écosystèmes marins et coûts liés aux litiges) permettraient d'économiser 3 250 milliards de dollars. Le changement de politique dans la gestion des déchets plastiques induira automatiquement la création de 700 000 nouveaux emplois dans les pays à faible revenu à l'horizon 2040. « Les coûts d'investissement pour le changement systémique recommandé sont importants, mais inférieurs aux dépenses prévues si le changement systémique n'est pas entrepris : 65 milliards de dollars par an contre 113 milliards de dollars par an », peut-on lire dans la feuille de route du Pnue. Il faudra toutefois procéder à ces ajustements rapidement pour éviter un retard qui pourrait faire plus de mal. Le Pnud souligne qu'un retard de cinq ans pourrait entraîner une augmentation de 80 millions de tonnes métriques de la pollution plastique d'ici à 2040.

Pour réduire la pollution plastique, l'organisme de l'ONU recommande aussi qu'un cadre fiscal mondial fasse partie d'un pacte politique pour permettre aux matériaux recyclés de concurrencer les matériaux vierges sur un pied d'égalité, de créer une économie d'échelle pour les solutions, et établir des systèmes de suivi et des mécanismes de financement.

Par Amel B. et Agences

CAMEROUN

LE PRÉSIDENT BIYA PROCÈDE À UN VASTE REMANIEMENT AU SEIN DE L'ARMÉE

Le président camerounais, Paul Biya, a procédé mercredi soir à des nominations au sein du ministère de la Défense selon un décret relayé par les médias d'Etat. Ces nominations concernent, entre autres, les services centraux du ministère de la Défense, les écoles de formation, des bureaux de logistique, de transmission et d'informatique de l'armée de terre, de l'air et la marine nationale.

Selon le décret signé par le président Biya, les personnels officiels de l'armée camerounaise sont, pour compter de la signature du texte, nommés aux postes dans les services de l'administration centrale du ministère de la Défense, notamment dans les structures placées sous l'autorité directe du ministre délégué à la présidence chargé de la Défense. Il s'agit du contrôle général des armées ou opèrent désormais trois contrôleurs dont le capitaine de vaisseau Ajeagah Njei Felix et les colonels Kamdom Lucas et Nguema Ondo Bertin Bourger. La seconde structure placée sous l'autorité directe du ministre délégué à la présidence chargé de la Défense, touchée par ces nominations, est l'Inspection générale des armées où quatre officiers collaborent dont les francophones capitaine de vaisseau Ndzana Mvondo Christophe, les colonels Ndi Onguene Parrick Romaric et Bayang Dikdim Richard et l'anglophone Victor Enteng MUA. Les autres nominations concernent les conseillers techniques, l'administration centrale du Secrétariat d'Etat à la Défense (Sed, quartier général de la gendarmerie nationale, NDLR) et l'Inspection générale de la gendarmerie nationale dont la direction est confiée à une femme. Toujours selon le même texte, des nouveaux officiers de l'armée sont nommés à la tête des commandements et formations spécialisées en l'occurrence au commandement des écoles et centres d'instruction de la gendarmerie nationale.

Le colonel Chimala Jonas est désormais commandant en second de l'école et centre d'instruction spécialisé de la gendarmerie nationale. La direction des études est confiée au Lieutenant-Colonel Boum Mbadi Louis Charles. A l'état-major de l'armée de terre, le décret du président Biya apporte du sang neuf notamment à l'état-major central, directement rattaché au chef d'état-major. Le chef de bataillon Viang Oloum Adolphe est nommé chef de division formation initiale.

Pour les services rattachés au major général de l'état-major des armées, un sous-chef d'études générales et relations internationales, le capitaine de frégate Kak Bernard est nommé chef de la division «reste du monde».

S'agissant de l'armée de l'air, les services directement rattachés au chef d'état-major de l'armée de l'air, notamment l'inspection technique de l'armée de l'air, les services des ressources humaines, le bureau de la formation et des écoles ainsi que le bureau des infrastructures, de l'emploi et la coordination, celui des plans et transmissions-électroniques -informatique, de la logistique et du matériel, voient à leur tête l'arrivée de nouveaux responsables. Enfin, s'agissant de l'état-major de la marine nationale, le président Biya a procédé à la nomination d'un nouveau sous-chef des ressources humaines, d'un nouveau responsable au bureau en charge de formation et des écoles, d'un sous-chef en charge de la logistique, du budget et du matériel.

Par Agence Anadolu

PROJET BAD AU SÉNÉGAL

Les jeunes pêcheurs multiplient leurs revenus par trois et tournent le dos à l'émigration clandestine



Lancé en 2020, le Projet d'appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales des femmes et des jeunes (PAVIE) mis en œuvre au Sénégal, réalise d'importantes transformations socioéconomiques en faveur des jeunes et des femmes.

Le projet a été prorogé d'une année supplémentaire, afin de terminer sa mise en œuvre dans des conditions optimales, indique le rapport sur l'état d'exécution et sur les résultats de la Banque africaine de développement publié le 14 août 2023. Anouar Ouédraogo, responsable du projet à la Banque africaine de développement donne ici plus de détails sur ce projet qui est en train d'atteindre les objectifs de développement initiaux. Trois ans après le début du Projet d'appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales des femmes et des jeunes, d'importants résultats qui ont été obtenus. Le Projet d'appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales des femmes et des jeunes s'articule autour de la formation, de l'appui à la formalisation des entreprises, du financement et du suivi post-financement des bénéficiaires afin d'assurer une durabilité des interventions. Après trois années de mise en œuvre, plus de 3 200 jeunes et femmes ont été formés dans des métiers spécifiques et en gestion d'entreprises, 3 176 entreprises qui évoluaient dans le secteur informel ont été formalisées et 6 441 entreprises ont été financées pour un montant total de 38 milliards de francs CFA. Les principaux secteurs d'activités concernent l'agriculture, la pêche, l'aquaculture et l'artisanat. Afin d'offrir aux bénéficiaires du projet les appuis techniques spécifiques dont ils ont besoin, le projet a signé des conventions de partenariat avec des structures disposant de l'expertise au

niveau national dans les différents secteurs d'activité, et dans la gestion d'entreprises. Il s'agit essentiellement de l'Agence de développement et d'encadrement des petites et moyennes entreprises, du Fonds de financement de la formation professionnelle et technique, de l'Institut sénégalais de recherche agricole, de l'Institut de technologie alimentaire, du Centre pour le développement de l'horticulture et du Bureau de mise à niveau. En plus de ces structures publiques, le projet recrute des consultants pour des appuis post-financement des bénéficiaires. Le financement direct ou la mise à disposition de financement pour pallier le manque d'engagement des intermédiaires financiers à octroyer des prêts à une certaine catégorie d'entreprises jugées à risque trop élevé. Le PAVIE identifie et sélectionne les projets pertinents selon des critères approuvés par la Banque. Les listes des projets retenus sont envoyées aux institutions financières partenaires. La répartition tient alors compte de leur capacité de suivi et de leur présence sur le terrain. Les projets sont ensuite financés avec les ressources du PAVIE pour un taux d'intérêt maximum de 5 %. Le co-financement qui a pour objec-

tif d'inciter les institutions financières à financer des projets structurants et à fort potentiel de croissance, et de générer un effet de levier pour avoir un impact plus important. La garantie qui a pour objectif de couvrir les risques de défaut des promoteurs, en positionnant au sein des institutions financières pour les petites et moyennes entreprises. Au cours de la revue à mi-parcours du projet en mai 2022, on notait déjà que les différentes initiatives formalisées et/ou financées ont permis de générer et/ou de consolider 37 286 emplois directs et 30 870 emplois indirects. Le projet a réussi par exemple à structurer des secteurs comme celui de la pêche avec la substitution des pirogues traditionnelles par des pirogues en fibres de verres. Cela a permis de multiplier par trois, les revenus des jeunes pêcheurs et de lutter par la même occasion, contre la tentation des jeunes à l'immigration clandestine. Les femmes marseuses ont également reçu des financements pour la mise en place d'unité de fabrique de glace pour la conservation et le commerce du poisson. Toute la chaîne de valeur du secteur de la pêche a bénéficié d'un accompagnement pour mieux se structurer. Au niveau de l'agriculture, le projet a appuyé le renforcement de plusieurs chaînes de valeurs telles que celles de l'anacarde et du riz. Le projet a permis de changer la vie de milliers de jeunes et de femmes dans toutes les régions du Sénégal.

Par Agence Ecofin

GUINÉE

Les autorités imposent aux sociétés minières de rapatrier 50% des recettes d'exportation

C'est une vieille mesure jamais appliquée que les autorités guinéennes ont décidé de mettre en œuvre. Depuis ce 1er septembre, les sociétés minières du pays sont obligées de rapatrier au moins 50% de leurs recettes d'exportation. Cette disposition figure dans le Code minier mais pourtant, des millions d'euros échappent depuis des

années à la banque centrale. «Malheureusement, la gestion ou la gouvernance du secteur minier n'a pas permis à la Guinée d'appliquer cette loi», explique Alhassane Makanéa Kaké, consultant et spécialiste des finances publiques. Bauxite, or, fer, diamants... La terre de Guinée regorge de richesses qui ne profitent pas assez à l'économie du

pays, estiment aujourd'hui les autorités. Et stocker à la banque centrale les devises issues de leur exportation offre des avantages car «cela va permettre de renforcer la valeur de la monnaie», ajoute le consultant. L'État pourrait ainsi disposer d'un levier pour agir sur l'inflation. Des rencontres ont eu lieu

entre les autorités et les sociétés minières tout le mois d'août. L'État se veut conciliant, en réclamant dans un premier temps le rapatriement de 50% des recettes d'importation, avant de demander 100% à terme. Les produits miniers représentent 90% des exportations totales de la Guinée.

Par RFI

ELIMINATOIRES DE LA CAN-2023:

Le stage de l'équipe nationale à Constantine



Cette nouvelle délocalisation fait suite à l'annulation du stage prévu à Tabarka en Tunisie sur instruction du ministère de la Jeunesse et des Sports. Délocalisé à Annaba puis de nouveau annulé pour retenir finalement le stade Hamlaoui de Constantine, l'organisation de ce stage a connu ces difficultés en raison du fait que le centre de préparation de Sidi Moussa n'est pas prêt à accueillir l'équipe nationale.

Le stage de préparation de la sélection algérienne de football en prévision de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la prochaine Coupe d'Afrique des nations (CAN-2023), initialement prévu à Tabarka (Tunisie) a été finalement délocalisé à Constantine, a annoncé samedi la Fédération algérienne de football (FAF). «Le stage de l'équipe nationale en prévision du match contre la Tanzanie, prévu le 7 septembre courant à Annaba, pour le compte de la 6e et dernière journée des éliminatoires de la CAN-2023 (Groupe F) aura lieu finalement dans le complexe Chahid Hamlaoui de

Constantine» a indiqué l'instance dans un communiqué diffusé sur son site officiel. Une décision prise suite à «l'intervention du ministre de la Jeunesse et des Sports» Abderrahmane Hammad «ayant demandé de mettre à la disposition de la sélection nationale les infrastructures se situant au niveau de l'antique Cirta, à savoir les terrains du stade Hamlaoui qui ont fait l'objet d'une visite ce samedi 2 septembre 2023 des membres du staff technique, dont le coach national Djamel Belmadi» a précisé la FAF. Ce stage de préparation, s'inscrivant dans le programme de la date Fifa allant du 4 au 12

septembre courant, était initialement prévu au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger). Seulement, étant donné que le gazon des terrains se trouvant au sein de ce complexe sportif venait à peine d'être semé, et qu'il était encore en phase de germination, il a été décidé dans un premier temps de délocaliser le stage à Tabarka, en Tunisie. Un choix loin d'être fortuit, car selon la Fédération, le site de Tabarka a été privilégié à cause de sa proximité avec la ville d'Annaba, où se déroulera le match contre la Tanzanie. Finalement, et seulement moins de 24 heures après avoir fait cette annonce, la Fédération s'est rétractée, en indiquant que finalement, le regroupement des Verts en prévision du match contre la Tanzanie aura lieu finalement à Constantine. «La sélection algérienne élira domicile au niveau de l'hôtel du Cercle Régional Militaire de Constantine, où les Verts

bénéficieront de toutes les commodités nécessaires pour accomplir leur stage» a-t-on encore rassuré de même source. De son côté, la sélection tanzanienne sous la conduite du sélectionneur algérien Adel Amrouche a entamé jeudi un stage de préparation à Tabarka (Tunisie) avant de rallier la ville d'Annaba. Le match Algérie - Tanzanie est prévu le jeudi 7 septembre (20h00 heure algérienne) au stade du 19-Mai 1956. Outre cette rencontre, les Verts disputeront un match amical contre le Sénégal le 12 septembre au stade de Diamniadio, dans la banlieue de Dakar. A l'issue de la 5e journée des qualifications, l'Algérie, déjà qualifiée pour la CAN-2023, trône en tête du Groupe F avec 15 points, devant la Tanzanie (7 pts) et l'Ouganda (4 pts), alors que le Niger qui ferme la marche avec 2 points, est officiellement hors course.

R.S.

MERCATO ESTIVAL 2023 :

Chelsea le club le plus dépensier

Le mercato estival 2023 a fermé ses portes vendredi soir pour les championnats européens, et comme toujours, il aura été très animé. Entre l'émergence des clubs saoudiens, le renouveau du Paris Saint-Germain ou encore les dépenses folles de Chelsea, cette période de mercato aura eu son lot de divertissement jusqu'au bout, avec notamment la signature dans les dernières minutes de Randal Kolo Muani au PSG. À l'heure du bilan, c'est sans grande surprise Chelsea qui occupe la première place au classement des clubs les plus dépensiers. En recrutant Moises Caicedo (116M€), Roméo Lavia (63M€), Christopher Nkunku (60M€) ou encore Cole Palmer (47M€), les Blues ont dépensé 464 millions d'euros cet été et franchi le milliard d'euros dépensé depuis l'arrivée de Todd Boehly à la tête du club. Reste à voir, si, cette fois, ces dépenses auront un impact positif sur les résultats

du club. Le club londonien est suivi par... Al-Hilal, premier club saoudien de ce classement avec une enveloppe totale de 353 millions d'euros et la pire balance entre achats et ventes (1,4M€). Neymar, Malcom, Mitrovic, Ruben Neves, Sergej Milinkovic-Savic, Kalidou Koulibaly, Yassine Bounou, voilà les nouveaux noms qui composent l'équipe actuellement leader de Saudi Pro League. C'est le Paris Saint-Germain qui complète le podium. Après une saison globalement ratée, le club de la capitale s'est largement renforcé sur ce mercato entre bons coups (Asensio, Skriniar) et grosses dépenses comme Ousmane Dembélé (50M€), Manuel Ugarte (60M€) et bien évidemment le tout dernier Randal Kolo Muani, qui est devenu le troisième joueur le plus cher de l'histoire du club. Avec 349,5 millions d'euros dépensés et un effectif renouvelé et une attaque 100% française, le club

francilien espère de nouveau briller sur la scène européenne. Sans grande surprise, le reste du top 10 est composé de cinq clubs anglais et deux clubs saoudiens. À noter que le Real Madrid, plutôt calme à l'exception de Jude Bellingham, n'est que 15e de ce classement, et que le FC Barcelone est le 26e club ayant le moins dépensé cet été avec une somme totale de 3,4 millions d'euros. Le mercato estival reste ouvert en Belgique, en Suisse, en Arabie saoudite, en Grèce, en Russie, en Turquie, au Qatar et aux Emirats arabes unis. Classement du top 10 Chelsea (ANG) : 464M€ Al-Hilal (ARS) : 353M€ Paris SG (FRA) : 349,5M€ Tottenham (ANG) : 248,6M€ Manchester City (ANG) : 241,1M€ Arsenal (ANG) : 234,9M€ Manchester United (ANG) : 206,7M€ Al-Ahli (ARS) : 184M€ Liverpool (ANG) : 172M€ Al-Nassr (ARS) : 165M€

ORAN : KARATÉ DO:

UNE FORMATION AU PROFIT D'ENFANTS AUX BESOINS SPÉCIFIQUES EN SEPTEMBRE

Une formation en karaté do au profit d'une soixantaine d'enfants aux besoins spécifiques (autistes et trisomiques 21), baptisée «Dojo espoir», sera lancée à partir du mois de septembre à Oran. Cette opération, première en Algérie, organisée par la Ligue de wilaya d'Oran de karaté do à l'initiative de l'ex-international et éducateur 5e dan, Houari Fatah qui sera assisté d'un staff de spécialistes en psychologie, aura lieu au niveau du dojo de hai «Sidi El Bachir» (ex Plateaux) au centre-ville. Houari Fatah a déclaré que l'annonce du lancement de cette formation au profit des jeunes aux besoins spécifiques pour les initier au sport et notamment le para karaté, a suscité l'intérêt d'un bon nombre de parents à Oran et même au niveau de l'instance fédérale. Le programme élaboré comprendra des séances d'entraînement spécifique pour les enfants autistes et trisomiques dans la perspective de les aider à développer leurs capacités motrices et de communication à travers le sport et, par conséquent, à s'insérer dans la société et à s'intégrer dans un club, a-t-il souligné. «L'idée a germé dans ma tête depuis un certain temps en ayant constaté qu'un frange importante de la société n'est pas encadrée et constitue un lourd fardeau pour les parents. C'est la raison pour laquelle on a lancé cette opération», a-t-il expliqué.

APS

ATHLÉTISME

MEETING DE XIAMEN : YASSER TRIKI À LA 4^E PLACE

L'Algérien Yasser Mohamed Tahar Triki a terminé à la quatrième place du concours du triple saut du meeting de Xiamen (Chine), 12e étape de la Ligue de diamant, disputée samedi, réalisant un triple bond mesuré à 16.48 m. Le concours de triple saut a été remporté par l'Italien Andy Diaz Hernandez (17.43 m), devant le champion du monde burkinabé Hugues Fabrice Zongo (17.22 m) et l'Américain Donald Scott (16.65 m). Le meeting de Xiamen a été marqué par la victoire du sprinter américain Christian Coleman sur 100 m avec un chrono de 9.83, égalant la meilleure performance de l'année, réalisée par son compatriote Noah Lyles en finale des Mondiaux 2023 le mois dernier à Budapest. Sur le 800 m, où les spécialistes algériens de la distance Slimane Moula et Djamel Sedjati n'ont pas été engagés, le Kenyan Emmanuel Wanyonyi (1:43.20) a pris sa revanche de la finale des Mondiaux 2023, en devançant le champion en titre, le Canadien Marco Arop (1:43.24). Les deux dernières étapes de la Ligue de diamant 2023 sont prévues à Bruxelles le 8 septembre et les 16 et 17 à Eugene aux Etats Unis.

APS

CINÉMATHEQUE D'ALGER

Le court métrage «Hamassat El Fadjr», de Kamel Rouini, en avant-première



Une nuit, alors qu'il se rendait dans la cachette pour nourrir son chien, Hocine aperçoit en chemin une patrouille de l'armée française en direction du village où se trouvaient les moudjahidine. Aussitôt, il s'empresse d'en avvertir les révolutionnaires et réussit à le faire à temps...

Le court métrage "Hamassat El Fadjr" (Murmures de l'aube) du réalisateur Kamel Rouini, produit dans le cadre du soixantenaire du recouvrement de la souveraineté nationale, a été projeté en avant-première, samedi, à la Cinémathèque d'Alger. Le film de 17 minutes, écrit par feu Mohamed Adlène Bekhouché et produit par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), met en avant la participation et le rôle important des enfants durant la Glorieuse guerre de libération nationale. Le court métrage raconte l'histoire du petit Hocine,

incarné par Abdelfatah Ghouini, qui refuse l'abattage de son chien après la décision des révolutionnaires de se débarrasser des chiens du village dont l'aboiement la nuit attirait l'attention de l'ennemi. Pour que son chien échappe à ce triste sort, Hocine l'emmène dans une cachette dans la montagne et continue de s'en occuper à l'insu de son père moudjahid. Une nuit, alors qu'il se rendait dans la cachette pour nourrir son chien, Hocine aperçoit en chemin une patrouille de l'armée française en direction du village où se trouvaient les moudjahidine. Aussitôt, il

s'empresse d'en avvertir les révolutionnaires et réussit à le faire à temps. A travers cette première expérience de réalisateur de cinéma, Kamel Rouini a plongé le spectateur dans un univers plein d'humanité, en montrant la contribution des enfants durant la Glorieuse guerre de libération nationale.

Avec ce court métrage, le réalisateur Kamel Rouini et le scénariste Mohamed Adlène Bekhouché (à qui un hommage a été rendu avant la projection) ont su tenir en haleine le nombreux public de la Cinémathèque d'Alger. Le réalisateur, qui a dédié son œuvre au regretté Mohamed Adlène Bekhouché, a déclaré qu'il souhaitait à travers ce film historique "mettre en évidence le rôle des enfants durant la Révolution". "Les acteurs, dont la plupart faisaient leur première expérience devant des caméras, ont été à la hauteur", a-t-il souligné.

APS

Ministère de la Culture et des Arts : 62 titres bénéficient d'un soutien conséquent

Dans le cadre de la politique du ministère de la Culture et des Arts relative au soutien au mouvement de l'écriture, de l'édition et des écrivains et sous la direction de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, et dans le cadre des efforts du secteur pour fournir toutes les conditions et l'assistance matérielle et morale, la commission de répartition des droits de reproduction écrite a approuvé 62 titres et ce, depuis son installation en septembre 2022, selon un communiqué du ministère de la Culture. Selon la même source, ce quota est de 44.400 exemplaires pour un montant total estimé à 115.000.000,00 DA. Par ailleurs, est-il ajouté dans le communiqué, la commission se prépare, dans le cadre du même programme, à approuver, dans les prochains jours, un autre nombre de projets qui bénéficieront à un large groupe d'écrivains et d'éditeurs, qui comprendront un groupe de titres et de livres dans diverses spécialités. Aussi, depuis septembre de l'année dernière et dans le cadre des prérogatives du ministre chargé du secteur, la commission de répartition des droits perçus sur les reproductions écrites a activé le mécanisme d'aide sociale aux écrivains dont la situation sociale nécessite une intervention et une assistance. Dans ce contexte, la commission a accordé une aide financière d'un montant de 3.450.000,00 DA et a bénéficié à plus de 34 postulants. Dans une déclaration faite à ce sujet, Soraya Mouloudji a souligné l'importance du rôle joué

par le Comité de répartition des aides dans le développement de la réalité du livre et de l'édition dans notre pays, est-il indiqué dans le communiqué. Par ailleurs, en application des dispositions du décret exécutif n° 11-294 du 18 Ramadan 1432 correspondant au 18 août 2011 relatif aux modalités de perception et de répartition des droits d'auteurs, les sommes perçues au titre des droits de reproduction sont réparties comme suit : le financement de la mise en place et le fonctionnement d'une résidence d'écriture et d'auteurs, le soutien aux projets des auteurs afin de leur permettre de se consacrer entièrement à l'écriture ou à la traduction d'œuvres littéraires de valeur, le soutien à la publication au nom de l'auteur d'ouvrages de valeur, le soutien à la publication d'ouvrages et une aide aux bibliothécaires pour constituer le stock de départ, est-il conclu dans le communiqué.

R.C.

LA COMMUNAUTÉ
ALGÉRIENNE À L'ÉTRANGER ADOPTE
SES COMIQUES

L'IRONIE POUR EXTÉRIORISER LE MAL DU PAYS

Toute une génération de comédiens issus de l'immigration maghrébine a su conquérir le public français. L'humour est désormais un vecteur pour raconter le véritable parcours des immigrés et de leurs enfants, et la place qu'ils occupent dans la société française. Après la musique, l'humour est sans doute devenu l'un des milieux artistiques les plus diversifiés en France. La place du rire est devenue primordiale dans l'offre de divertissement de la société française. À la télé comme à la radio, les chroniqueurs qui viennent du one man show sont de plus en plus nombreux. Les humoristes intègrent les castings des séries et des films. Les salles de spectacle dédiées à la scène ouverte sont devenues des lieux de sortie aussi populaires que les théâtres traditionnels. Avec l'émergence de cette scène jeune et drôle, on a aussi pu voir celle d'une classe d'humoristes issus de l'immigration en France. Impulsée par le travail de Jamel Debbouze – que ce soit à travers son Jamel Comedy Club ou à travers le Marrakech du rire –, cette tendance de l'humour teinté de cultures étrangères, notamment maghrébine, se poursuit encore aujourd'hui.

I.M.

Toufik Abdellahi, auteur de « la Dernière Bataille »

Accueilli récemment au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (Tna) dans le cadre du "Mois du Théâtre" célébrant le Soixantenaire de l'Indépendance de l'Algérie, le spectacle a été mis en scène par Aissa Djekati, sur une adaptation de Toufik Abdellahi du livre, "La femme algérienne dans le combat libérateur : Algérie (1954-1962)" de Bellahsene Bali et un traitement dramaturgique de Fethi Kafi. D'une durée de 95 mn, "El âmalia el akhira" rappelle le rôle déterminant joué par la femme algérienne durant la lutte armée contre l'occupant français, auprès de ses frères de combat, avec qui elle a réalisé et mené, au péril de sa vie, des opérations dangereuses, à l'instar de celle transportant une bombe et qui s'était rendue compte, à sa grande surprise, que le "Fidaï" à qui elle devait la

lui remettre, n'était autre que son mari dont elle ignorait l'activité. Continuant d'évoquer la détermination d'autres moudjahidates, le spectacle a notamment restitué la conviction de cette militante, fille unique de son père qu'elle laissera répondant à l'appel sacré du devoir, avant de rappeler l'intransigeance de cette fidaïya qui avait reçu l'ordre d'abattre son traître de mari, pour rendre ensuite, hommage à cette autre rebelle qui enjoignait à son mari, à qui on venait de confier une mission, de répondre à l'appel du devoir et de la laisser seule alors qu'elle se tordait de douleurs abdominales provoquées par les contractions annonçant l'arrivée de son nouveau né. L'atrocité de la torture à l'encontre des femmes algériennes, œuvre inhumaine exclusive aux élé-

ments de l'armée coloniale française sur lesquels l'histoire a jeté à jamais l'opprobre, a été restituée dans un tableau chorégraphique signé Fares Fetten qui a également offert au spectacle d'autres tableaux esthétiques de mouvements d'ensemble mettant la femme militante en valeur, hautement appréciés par l'assistance. Les artistes, Asma Cheikh, Zoheir Djebbar, Hamid Bouguettouf, Yacine Berrezoug, Salaheddine Gasmi, Charafeddine Bouchama, Nadir Benouis, Anès Safir Abderahmane, Mohamed Belahia, Youcef Lachi, Abbassia Amiri, Chahra Hireche, Rabia Sehab et Amine Cherifi, ont su porter la densité du texte, occupant tous les espaces de la scène dans des échanges ascendants et soutenus. La scénographie, une mise en situation

directe œuvre de Mabrouk Badri, était faite d'un éclairage concluant et d'un décor fonctionnel amovible renvoyant au sanctuaire du Martyr (Maqam Ech'Chahid à Alger), car composé de deux murs en formes de deux grandes feuilles de palmier au milieu desquels une grande porte d'entrée, suggérant ainsi la sacralité et la noblesse du sacrifice pour la Patrie. La bande son, signée de la baguette de maestro du grand Mohamed Zami, a contribué à relever le ton du spectacle, à travers des thèmes évoquant, en plus de quelques extraits de différentes mélodies et cadences s'apparentant aux variations modales et rythmiques du terroir, l'épopée d'un peuple qui avance et que désormais, rien n'arrête.

I.M./Agence presse service

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ADRAR

DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE

ET DE LA CONSTRUCTION

NIF: 0 002 0101 50054 72

AVIS D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

N°.....33...../DUAC/2023

N°DE L'OPERATION: 52/FCGCL/2023

INTITULEE DE L'OPERATION: Réalisation Aménagement Extérieur Et Eclairage Public Hai Graoui Ahmed Commune Adrar-FCGCL 2023 -

PROJET: Réalisation Aménagement Extérieur Et Eclairage Public Hai Graoui Ahmed Commune Adrar.

La Direction de l'urbanisme, De l'architecture et de la construction de la wilaya d'Adrar lance un avis d'appel d'offre ouvert avec exigences des capacités minimales en vue de la Réalisation Aménagement Extérieur Et Eclairage Public Hai Graoui Ahmed Commune Adrar. un seul lot suite:

SITE: Cité GARAWI AHMED Commune ADRAR.

LOT: Réalisation aménagement Extérieur et Eclairage public hai Graoui ahmed adrar

Les entreprises, intéressés cet appel d'offre est qu'ont les conditions de qualification suivant :

A) CAPACITE PROFESSIONNELLE:

Disposer du certificat de qualification et classification en cours de validité ACTIVITE PRINCIPALE en BATIMENT, catégorie DEUX (02) ou plus.

B) REFERENCES PROFESSIONNELLES:

avoir déjà réalisé des travaux similaires (Bâtiment) dans les dix(10) dernières années d'un Montant 4 000 000.00 DA ou plus Justifié par une attestation de bonne exécution délivré par le maîtres de l'ouvrage public signé et inscrit.

C) CAPACITE MATERIELS:

Avoir un camion Nacelle et Rétro Chargeur justifiés par un copie de cartes grises + factures d'achat. Le soumissionnaire qui attribué provisoire d'un projet avec la DUAC d'Adrar seront rejeté. Peut ou par son représentant désigné à cet effet, retirer le cahier des charges auprès de :

Direction de l'Urbanisme , de l'Architecture et de la Construction de la wilaya d'Adrar (Service Suivi des Marchés Publics) Adresse : en face l'ex-siège DNC, Route Nationale N°06 Adrar Tél. 049.36.42.89

LE CONTENU DU DOSSIER DE L'APPEL D'OFFRE:

Le dossier de l'appel d'offre se constitue par un seul enveloppe adressé, qui se comporte trois (03) enveloppes, il faut le déposer à la Direction de l'Urbanisme, de l'Architecture et de la Construction de la Wilaya d'Adrar.

I) LE DOSSIER DE CANDIDATURE :

01- Une déclaration de candidature (dûment renseignée portant cachet et signature de soumissionnaire)

02- Déclaration de probité (dûment renseignée portant cachet et signature de soumissionnaire)

03- Copie des statuts pour les sociétés (SNC-SARL-EURL-SPA)

04- Copie des pouvoirs du signataire de la soumission (pour les sociétés)

05- Copie du certificat de qualification et classification en cours de validité.

06- Moyens financiers justifiés par les Attestations d'activités pour les trois (03) dernières années.

07- La liste des moyens humains,

08- La liste des moyens matériels

09- La liste Les références professionnelles appuyée par les attestations de bonne exécution signés par les maîtres d'ouvrages publics (dans les dix dernières années).

II) L'OFFRE TECHNIQUE

1- Déclaration à souscrire (dûment renseignée portant cachet et signature de soumissionnaire)

2- Le Cahier des charges occulter dans sa dernière page, une expression manuscrite « lu et accepté ».

3- moyens humains, copie diplôme + attestation d'affiliation CNAS.

4- moyens matériels justifiés par des copies des cartes grises + assurances pour les matériels roulants valide le jour d'ouverture des plis, factures d'achat + PV d'insaisissement de justice année en cours pour les matériels non roulant

5- Planning et délai d'exécution des travaux signé par le soumissionnaire.

6- Mémoire technique (Annexe) , Chaque document permet d'évaluer la présentation technique.

III) OFFRE FINANCIERE:

1- Lettre de soumission dûment renseignée, remplis, signée, cachetée et datée

2- Bordereau de prix unitaire dûment renseigné et signé, cachetée par le soumissionnaire (BPU).

3- Le devis quantitatif et estimatif dûment renseigné et signé, cachetée par le soumissionnaire (DQE)

PRESENTATION DES OFFRES CACHETÉES ET SCELLÉES:

Le dossier de candidature l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant :

-la dénomination de l'entreprise

-la référence et l'objet de l'appel d'offre

-la mention « dossier de candidature » « offre technique » ou « offre financière » selon le cas ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

-« An' ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres ».

-la référence et l'objet de l'appel d'offres

Et sera déposée par porteur à l'adresse : Direction De L'urbanisme, L'architecture Et De La Construction D La Wilaya D'Adrar Bureau Secrétariat Du Directeur.

DUREE DE PREPARATION DES OFFRES:

la durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter du premier jour de la publication d l'appel d'offre dans le BOMOP ou la presse.

DATE ET HEURE LIMITE DE DEPOT DES OFFRES:

sera le dernier jour de la durée de préparation des offres de 8h à 12h.

OUVERTURE DES PLIS:

L'ouverture des plis sera tenue, en séance publique, au siège de la direction de l'urbanisme, l'architecture e de la construction de la wilaya d'Adrar, le jour de dépôt des offres à Treize heures minutes (13h00). Dans le cas ou ce dernier jour corespondra à un jour férié, l'ouverture des plis techniques et financières aura lieu le jour ouvrable qui suit au même endroit et même heure.les soumissionnaires intéressés peuvent y assister.

VALIDITE DES OFFRES:

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois mois, à compter de la date de dépôt des offres.

L'EXPRESS DU 04/09/2023

ANEP : N° 2316022097

Sur page Facebook: L'EXPRESSDZ

L'EXPRESS

LES SINGLES LAUREN DU MONDE À LA FRANCE

L'ARGENTINE SUR LE TOIT DU MONDE

MESSI

Contactez le service pub au numéro de téléphone/ fax : 023.70.99.92

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION POLITIQUE, CULTURELLE, ECONOMIQUE, SPORTIVE, LITTÉRAIRE, SCIENTIFIQUE

L'express le quotidien

@LexpressAlgerie - Journal

Déjà abonné(e)

Accueil

Alerte

Vidéos

Photos

Plus +

J'aime déjà

Message

Q

—

À propos

Voir tout

L'Express s'engage, d'ores et déjà, à accompagner la marche de l'Algérie vers un avenir meilleur et à contribuer de façon efficace aux efforts d'union...
Afficher la suite

380 personnes aiment ça, dont 3 de vos amis

411 personnes sont abonnées

<https://www.l'express-algerie.com/>

023 70 99 92

Envoyer un message

leexpressalgerie2021@gmail.com

Journal

Suggérer des modifications

Est-ce le numéro de téléphone correct pour cette Page ?

+21323709992

Oui

Je ne suis pas...

Non

Transparence de la Page

Voir tout

Facebook fournit des informations pour vous aider à mieux comprendre le but de cette Page. Découvrez l'historique des publications et de la gestion de cette dernière.

Page créée - 6 mars 2021

Créer une publication

Photos/Vidéo

Je suis là

Identifier des amis

L'express le quotidien

21 mars

Le président Tebboune: L'Algérie n'abritera jamais de bases militaires étrangères

L'express le quotidien

21 mars

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

L'express le quotidien

21 mars

Tebboune refuse toute médiation avec le Maroc - L'Express Algérie

POUR CONTRER L'INFLATION DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Le gouvernement indien s'active après la « crise de la tomate »

En 2022, le gouvernement de Narendra Modi affirmait fièrement que l'Inde pouvait nourrir le monde, aujourd'hui, il restreint les exportations de riz et d'oignons dans l'espoir d'atténuer la hausse des prix des denrées alimentaires à l'approche des élections générales.

Les cageots de tomates écarlates ont enfin fait leur retour dans les allées du marché de gros d'Okhla, dans le sud de New Delhi. Le matin, vers 6 heures, les camions ayant parcouru des milliers de kilomètres depuis Ahmedabad (Gujarat), à l'ouest, Bangalore (Karnataka) ou Nashik (Maharashtra), au sud, sont déchargés avec un entrain particulier. « De nouvelles tomates arrivent, et elles sont de bonne qualité », se réjouit Pappu Singh, un marchand qui se fournit ici depuis plus de trente-cinq ans, avant d'approvisionner restaurants et vendeurs ambulants d'un quartier voisin.

En juillet, les pluies diluviennes de la mousson et les attaques de nuisibles dans les régions productrices ont détruit une partie des récoltes, et les inondations ont bloqué les routes, mettant à mal le transport des tomates. Résultat, les prix de cet aliment de base, utilisé pour la préparation de nombreux plats indiens en sauce, ont explosé, enregistrant une hausse de 700 % à son plus haut. « J'ai besoin de 1 000 kilos de tomates par jour, et je n'en obtenais plus que 100 à cause des intempéries, les prix de gros avaient atteint les 200 roupies [2,20 euros] le kilo », raconte Pappu Singh. En cette fin août, ils sont redescendus à 50 rou-

pies le kilo, soit 0,55 euro, et c'est un soulagement collectif. « Tout le monde est heureux, car les tomates sont bon marché », déclare un autre marchand, tout sourire.

Le pays a traversé, cet été, une « crise de la tomate ». La tomate étant devenue une denrée rare, les vols sur les exploitations agricoles se sont multipliés, tout comme à bord des camions de transport. Dans le Karnataka, une agricultrice s'est ainsi fait dérober, début juillet, 50 à 60 sacs de tomates, pour une valeur de 250 000 roupies, soit près de 2 800 euros. Un autre cultivateur de la même région a porté plainte, après que des inconnus ont cueilli les fruits de sa récolte pour une valeur de 1,5 million de roupies, soit plus de 16 000 euros. Aussi, le mois suivant, à l'approche des nouvelles récoltes, les agriculteurs du Karnataka, mais aussi d'autres régions productrices, comme le Maharashtra et le Madhya Pradesh, ont monté la garde vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour empêcher les vols de tomates.

Les chaînes de restauration rapide ont annoncé, les unes après les autres, la suppression des tomates de leur menu. Après les mauvaises récoltes et en raison de la flambée des prix, McDonald's, Subway ou Burger King avaient décidé de la rayer de leurs cartes. Ces informations ont pu faire sourire, mais la hausse des prix a eu des conséquences considérables sur les budgets des ménages indiens, qui ont, eux aussi, dû s'adapter.

Par Le Monde

INVESTISSEMENTS EN EGYPTES Indorama Corporation compte investir 700 millions de dollars dans le phosphate et le silicium

Le gouvernement égyptien a apporté son appui à l'implantation des projets portés par le groupe singapourien, tout en notant que les matières premières nécessaires au fonctionnement des deux usines sont disponibles dans le pays. Indorama Corporation, un groupe singapourien spécialisé dans les industries chimiques, envisage d'implanter deux usines d'engrais phosphatés et de silicium minéral destiné à la fabrication de cellules photovoltaïques en Egypte pour un investissement global de 700 millions de dollars, selon un communiqué publié le 29 août par le gouvernement égyptien. L'annonce a été faite à l'issue d'une réunion tenue entre le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly, le ministre du Pétrole Tarek El-Molla, la ministre de la Planification Hala El-Said, et le ministre du Commerce et de l'Industrie Ahmed Samir, pour

examiner les projets proposés par Indorama Corporation. Le communiqué du gouvernement égyptien a d'autre part précisé que le ministre du Pétrole a apporté son soutien à un « partenariat » avec Indorama Corporation, notant que les matières premières nécessaires au fonctionnement de ces usines sont disponibles en Egypte. Le Premier ministre a, quant à lui, appelé à la préparation de projets de loi comportant un nouveau paquet d'incitations aux investissements dans les secteurs industriels stratégiques à l'instar de l'exonération de tous les types de taxes pour une durée de 5 ans. Fondée en 1975, Indorama Corporation opère notamment dans les secteurs des engrais phosphatés et des produits chimiques comme le polyéthylène, le polypropylène et la fibre de polyester.

Par Agence Ecofin

FÉMINICIDES EN FRANCE

118 FEMMES ONT ÉTÉ TUÉES PAR LEUR CONJOINT OU EX-CONJOINT EN 2022



Selon les chiffres rendus publics par le ministère français de l'Intérieur samedi, dans le cadre du bilan annuel sur les « morts violentes au sein du couple », 37 de ces femmes avaient déjà subi des violences en France. Vingt-quatre d'entre elles avaient signalé les faits aux forces de l'ordre. Parmi ces 24, 19 avaient déposé plainte.

Cent dix-huit : c'est le nombre de femmes qui ont été tuées par leur conjoint ou leur ex-conjoint en France au cours de l'année 2022, selon le bilan de l'étude nationale sur les morts violentes au sein du couple, publié samedi 2 septembre par le ministère de l'Intérieur. Un bilan qui n'est qu'en faible baisse par rapport à l'année 2021, où

122 féminicides avaient été recensés. En moyenne, un féminicide survient tous les deux jours et demi en France. Selon cette étude publiée par le gouvernement, 145 morts violentes au sein du couple ont été plus largement recensées en 2022, soit presque le même total que l'année précédente (143). « Comme les années précédentes, les femmes sont les principales victimes », tandis que 27 hommes ont été tués (6 de plus par rapport à 2021). Et aussi noté une forte hausse (45 %) des tentatives d'homicides au sein du couple, avec 366 faits (dont 267 victimes féminines) enregistrés en 2022, contre 251 en 2021. « Le profil type de l'auteur n'a pas changé. Il est majoritairement masculin (84 %), le plus souvent en couple, de nationalité française, âgé de 30 à 49 ans et n'exerçant pas ou plus d'activité professionnelle », résume également le ministère. Les femmes victimes

(81 %) sont, quant à elles, le plus souvent de nationalité française, âgées de 30 à 49 ans et sans emploi. Sur les 118 victimes de féminicides, 37 femmes, soit près d'un tiers, avaient déjà subi des violences de la part de leur conjoint ou ex-conjoint avant d'être tuées. Vingt-quatre d'entre elles avaient signalé ces violences antérieures aux forces de sécurité intérieure, parmi lesquelles 19 par le dépôt d'une plainte (ce qui représente 16 % des femmes tuées au total).

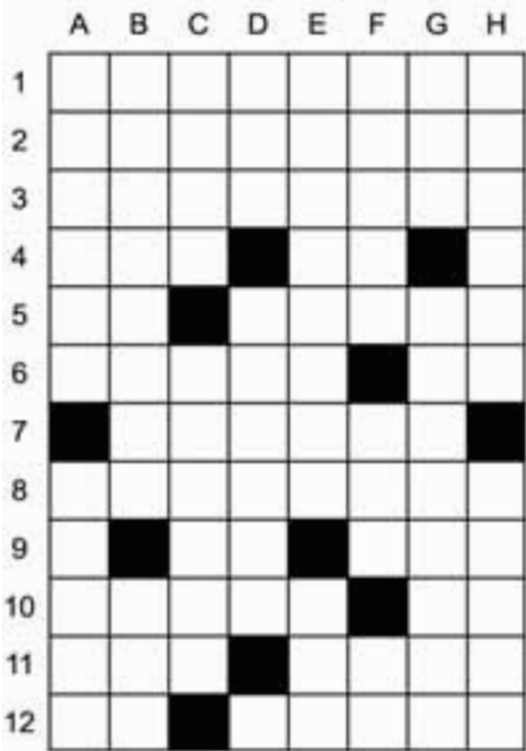
Trois des victimes faisaient l'objet d'un dispositif de protection. L'une des victimes disposait d'un « téléphone grand danger » permettant l'intervention rapide des forces de l'ordre grâce à une touche préprogrammée et, pour deux autres, leur conjoint ou ex-conjoint faisait l'objet d'un contrôle judiciaire. La dispute (26 %) et le refus de la séparation (23 %) demeurent les principaux mobiles du passa-

ge à l'acte. Les faits sont en majorité commis au domicile du couple, de la victime ou de l'auteur (87 %), sans préméditation, principalement avec une arme blanche (43 %) ou une arme à feu (20 %). Les départements qui enregistrent le plus de faits sont le Nord (sept victimes féminines et deux masculines), les Alpes-Maritimes et le Rhône (respectivement cinq victimes féminines), puis la Seine-Saint-Denis

(quatre victimes féminines et une masculine). Comme en 2021, douze enfants mineurs sont morts dans la sphère familiale, victimes d'infanticides. Cette étude est publiée deux jours après le meurtre à la machette d'une femme en pleine rue, dans un village de Savoie. Son ex-mari, interpellé vendredi, a été placé en garde à vue dans le cadre d'une enquête ouverte pour assassinat. La semaine précédente, un homme suspecté d'avoir tué sa compagne le 26 août dans le Val-de-Marne a été écroué pour violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Le mis en cause était déjà connu pour des faits de violences conjugales. Le même 26 août, sur l'île de Tahiti, en Polynésie française, une femme de 39 ans a été tuée par des coups de bouteille que lui aurait assénés son compagnon de 79 ans, qui a avoué le meurtre à la gendarmerie.

Par Le Monde

Mots Croisés



- HORizontalement**
- A. Des boutons servant de condiment. Raclai le fond.
 - B. Patrimoine transmis. Sa pointe est parfumée.
 - C. Entourage des pupilles. Préparation de la viande.
 - D. Entrée de répertoire. Police parallèle.
 - E. Flûtes de forme ovoïde. Un air d'Algérie.
 - F. Un homme parfois isolé. Réfute. Elle est ronde au ciel.
 - G. Au-dessus de. Être à l'écoute.
 - H. Bois précieux. Faire avancer la barque.

- VERTICALEMENT**
- 1. La dame de Shanghai.
 - 2. Base pour amateurs de coucous.
 - 3. L'école des premiers écrits.
 - 4. Thymus de veau. Niveau de gamme.
 - 5. Un mot qui en entraîne un autre. Attaquée à la base.
 - 6. Symbole de Noël. Initiales pieuses.
 - 7. Courtois.
 - 8. Arbre à fleurs ou à fruits.
 - 9. Actinium. La grande école.
 - 10. Être en colère. Décimètre.
 - 11. Le cri de qui a mal. Râpeux en bouche.
 - 12. Sujet masculin. Freiner brutalement.

SIDOKU



1 2 3 4 5 6 7 8 9

LES MOTS FLÉCHÉS

CE DONT ON A BESOIN

GAZ DE BALLONS

AGRI-CULTEUR

ADRESSE DOIGTÉ

APPRIS

EST-SUD-EST

À LE

ASSEM-BLAGE DE SONS

DRUCKER AU CINÉMA

DOUZE ROMAIN

DÉBROUS-SAILLÉE

DÉPÉRIS-SÈMENT

IL EST DIFFICILE À BATTRE

JUPES PLISSÉES

DIGNE D'UN PALACE

PRINCES ARABES

AUTOCH-TONE DE L'UTAH

QUI A PERDU SON BRILLANT

CORDON DE LAMPE À HUILE

PAR LA VOIE DE

PARTIE QUI AVANCE

CHARGE D'AÉROS-TIÈRE

ENFERMÉE

FLÉTRIÉS COMME LES ROSES

FILLE DU FRÈRE

TOUR ABRÉGÉ

AUTRE-MENT DIT GAÏA

DETER-MINANT DÉMONS-TRATIF

LIQUIDES D'ARBRES

SON COUP EN COURT

CITÉ BRETONNE

IL FAIT LES CHOSES À MOITIÉ

FEUILLETÉ

FACE D'UN DÉ

CELLE QUI S'AFFICHE AU KIOSQUE

PÉRIODES DE NOTRE HISTOIRE

MOTS MÊLÉS

AMBROISIE AUSCULTER BLAFARD EGLISE EPARGNE FEBRILE FISC FLEURISTE GIRL

ILLUSOIRE INDIVIDU INSCRIRE ISOLANT JEEP KINESISTE KRAK MISCIBLE PETROLE

PINEDE REVANCHE TRAC VOEU VOYELLE ZONAGE

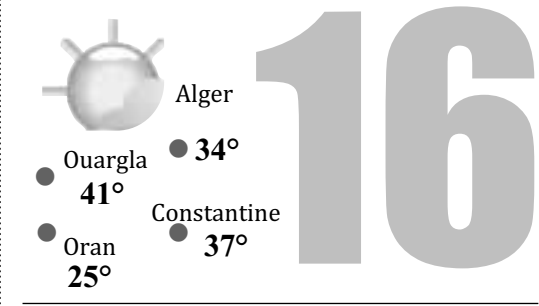
C	S	I	F	V	V	Z	K	A	R	K	A
E	D	N	L	E	O	F	O	E	I	M	T
H	R	D	E	L	E	Y	T	N	B	N	E
C	A	I	U	B	U	L	E	R	A	P	E
N	F	V	R	I	U	S	O	L	A	G	D
A	A	I	I	C	I	I	O	R	L	C	E
V	L	D	S	S	S	S	G	I	T	E	N
E	B	U	T	I	I	N	S	G	R	E	I
R	A	E	E	M	E	E	I	J	E	E	P

AIR ALGÉRIE ANNONCE DES PERTURBATIONS SUR SES VOLS

Dans un communiqué diffusé hier, la compagnie aérienne nationale, Air Algérie a annoncé des perturbations dans le programme de ses vols domestiques de et vers les aéroports du sud du pays, en raison de mauvaises condi-

tions météorologiques. « En raison des conditions météorologiques défavorables sur les aéroports du sud du pays (vents forts avec des soulèvements de sable, réduisant fortement la visibilité), Air Algérie annonce

des perturbations dans son programme de et vers ces aéroports », précise la même source. Cette alerte « demeure en vigueur jusqu'à l'amélioration des conditions météorologiques », ajoute la compagnie nationale.



FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
04:45	12:47	16:24	19:12	20:38

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // LUNDI 4 SEPTEMBRE 2023 // N°633 // PRIX 20 DA

AFFAIRE DES JET-SKIS À LA FRONTIÈRE ALGÉRO-MAROCAINE

Les précisions du MDN

Le « mercredi 30 août à 17h00, et lors d'une autre patrouille des garde-côtes, un cadavre de sexe masculin non identifié a été repêché, présentant un impact de balle par arme à feu. » « Le cadavre a été ensuite transféré vers la morgue de la polyclinique de Marsa Ben M'hidi à Tlemcen ».

« Lors d'une patrouille de sécurisation et de contrôle au niveau de nos eaux territoriales, une unité des garde-côtes, relevant de la Façade maritime Ouest/2° RM, a intercepté, dans la soirée du mardi 29 août 2023 à 19H47, trois jet-skis ayant franchi clandestinement nos eaux territoriales », a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué diffusé hier. Le MDN ajoute qu'après avoir lancé un « avertissement sonore » et les avoir « sommé de s'arrêter à plusieurs reprises », les personnes qui étaient à bord des trois jet-skis ont « refusé d'obtempérer » et ont « pris la fuite en effectuant des manœuvres dangereuses. » Le MDN ajoute que compte tenu que cette région maritime frontalière enregistre



une « activité accrue des bandes de narcotrafic et du crime organisé », et devant « l'obstination » des passagers des dits jet-skis, les garde-côtes ont procédé à des « tirs de sommation ». « Après plusieurs tentatives, des coups de feu ont été tirés, contraignant un des jet-skis à s'immobiliser, alors que les deux autres ont pris la fuite », indique le MDN. La même source ajoute que le « mercredi 30

août à 17h00, et lors d'une autre patrouille des garde-côtes, un cadavre de sexe masculin non identifié a été repêché, présentant un impact de balle par arme à feu. » « Le cadavre a été ensuite transféré vers la morgue de la polyclinique de Marsa Ben M'hidi à Tlemcen », précise le MDN, en appelant les « divers médias nationaux, les utilisateurs des réseaux sociaux et les citoyens à

ne pas prêter attention aux fausses informations qui circulent visant à nuire à l'image honorable de l'Armée nationale populaire. » Le MDN dément ainsi la version des médias et des réseaux sociaux marocains qui depuis quelques jours affirment qu'un Marocain et un Franco-Marocain ont été tués par les garde-côtes algériens à la frontière entre l'Algérie et le Maroc. R.N.

L'AUTOROUTE EST-OUEST FERMÉE À BOUIRA

L'autoroute Est-Ouest est fermée au niveau de la localité d'Oued Rkham dans la commune d'Aïn Turk à quelques kilomètres du chef-lieu de la wilaya de Bouira. Selon la Gendarmerie nationale, cette fermeture intervient suite au déclenchement d'un incendie près de Djebahia. D'après la même source, la circulation est déviée sur la RN-05.

R.N.

10 000 NOUVEAUX ENSEIGNANTS REJOignent L'UNIVERSITÉ

Comme prévu par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, les nouveaux enseignants universitaires, au nombre de 10 000, recrutés cette année par le ministère de l'Enseignement Supérieur, ont procédé dimanche à la signature de leurs PV d'installation. Dans une déclaration à la Radio Chaîne 3, le recteur de l'université d'Alger 1, Farès Mokhtari, souligne qu'il s'agit de « la plus grande opération de recrutement de l'histoire de l'université algérienne ». « Nous avons recruté 8 000 enseignants de grade Maître Assistant B et 1 009 Professeurs Chercheurs », précise-t-il. Cette décision, prise par le

président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a pour objectifs de combler le déficit en encadrement dont souffre le secteur de l'enseignement supérieur et d'offrir des débouchés aux diplômés de l'université. Il citera à titre d'exemple le cas de l'université de Bab Ezzouar qui a bénéficié de 306 postes dans le cadre de cette opération. Le même responsable a fait savoir que « ces enseignants, titulaires des diplômes de magistère et de doctorat, étaient au chômage », précisant que cette opération vient en application des instructions du président de la République à l'effet d'éradiquer le chômage parmi les détenteurs de diplômes de magis-

tère et de doctorat. « Suite à une proposition du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, approuvée lors du Conseil des ministres du 14 mai 2023, décision a été prise de procéder à cette grande opération de recrutement, et ce, après des consultations avec différentes parties concernées, à savoir le ministère des Finances, le ministère du Travail et la Fonction publique », a-t-il ajouté, faisant part, également, du recrutement de « 1 409 maîtres assistants hospitalo-universitaires et de 693 enseignants-chercheurs classe B au niveau des centres de recherche », a-t-il souligné. R.N.

IL A ÉTÉ MEMBRE DU CONSEIL DE LA NATION AU TITRE DU TIERS PRÉSIDENTIEL

M. MOHAMED LAAGAB NOMMÉ MINISTRE DE LA COMMUNICATION

« En application des dispositions des articles 91 (alinéa 7) et 104 de la Constitution, et après consultation du Premier ministre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nommé hier M. Mohamed Laagab au poste de ministre de la Communication », indique un communiqué de la Présidence de la République.

Y.B.



TABLETTES POUR LES ÉCOLES PRIMAIRES : L'ENIE ANNONCE UNE PRODUCTION DE 48 000 UNITÉS

En prévision de la prochaine rentrée scolaire, l'Entreprise nationale des industries électroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbès a annoncé la production de 48 000 ta-blettes électroniques destinées aux écoles primaires. Selon la directrice générale de l'entreprise publique, Mme Baya Kendil, cette production s'inscrit dans le cadre de la concrétisation de la convention signée entre le ministère de l'Education nationale et l'entreprise publique Alfatron pour la production de 72 000 tablettes électroniques en prévision de la rentrée scolaire. «

Nous avons mobilisé une équipe technique spécialisée pour répondre aux besoins du ministère de l'Education nationale. L'entreprise produit actuellement 3 000 ta-blettes chaque jour au niveau des trois chaînes de production » a déclaré la même responsable à l'APS. Mme Kendil a également annoncé la production de 1 418 chargeurs pour les tablettes : « Chaque chargeur pourra alimenter 36 tablettes », a-t-elle mentionné. L'ENIE avait réalisé une production de 48 000 tablettes l'année dernière au profit des écoles primaires. R.N.

PLUS D'UN DEMI-MILLION D'ENSEIGNANTS POUR ENCADRER 11 MILLIONS D'ÉLÈVES

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a indiqué, hier, à Alger, que « plus d'un demi-million d'enseignants avaient regagné, dimanche, leurs postes pour encadrer plus de 11 millions d'élèves au titre de l'année scolaire 2023/2024. » Lors d'une visite au niveau des écoles Abdallah-Houassine à Kouba et Mohamed-Khemisti à Hussein Dey (Alger), à l'occasion du retour des enseignants à leurs postes, Belaabed a assuré que « toutes les conditions sont réunies pour que les enseignants reprennent le travail et que les élèves

regagnent les bancs de l'école dans les meilleures conditions ». Le ministre a fait état de plus de 11 millions d'élèves inscrits au titre de cette année scolaire, encadrés par plus d'un demi-million d'enseignants, répartis sur quelque 30.000 établissements. A cette occasion, le ministre a appelé la famille pédagogique à se mobiliser afin d'assurer la réussite de l'année scolaire à travers l'engagement, la persévérance et l'efficacité dans l'encadrement des élèves, soulignant que « le ministère veillait à réunir tous les moyens pour le bien-être des élèves et des enseignants. » Belaabed a, par ailleurs, rappelé la place qu'occupe l'enseignant dans la société, considéré comme un pilier de l'édification de la société. Y.B.